

DIALOGUE GLOBAL

4.4

4 numéros par an, en 14 langues

Margaret Archer,
T.K. Oommen,
Immanuel Wallerstein,
Alberto Martinelli,
Piotr Sztompka,
Michel Wieviorka

L'ISA a 65 ans

Travailleurs
en Italie

Mimmo Perrotta,
Devi Sacchetto,
Luisa Leonini,
Alessandro Gandini

Universités
en crise

John Holmwood

- > **Sectarisme et subsistance au Liban**
- > **Les Gitans « invisibles » d'Égypte**
- > **Harcèlement des couples binationaux en France**
- > **Le spectre qui hante la Turquie**
- > **Opinions sur la Russie au Kazakhstan**
- > **Le CIUS et l'avenir de la planète**
- > **L'équipe roumaine de *Dialogue Global***

MAGAZINE



Association
Internationale
de Sociologie



VOLUME 4 / NUMÉRO 4 / DÉCEMBRE 2014
<http://isa-global-dialogue.net>

DG



> Éditorial

L'ISA a 65 ans

Pour commémorer les 65 années écoulées depuis la création de l'ISA, un panel d'anciens Présidents a été convié au Congrès mondial qui s'est tenu à Yokohama, afin d'apporter leurs réflexions sur le passé et l'avenir de l'Association. Vous les retrouverez dans ce numéro de *Dialogue Global*. Tout en déplorant l'irrésistible progression de l'anglais comme lingua franca, ils espèrent vainement que *tout le monde* devienne bilingue. L'augmentation du nombre de participants aux Congrès de l'ISA – célébrée par certains, et considérée comme problématique par d'autres – paraît tout autant inexorable. Immanuel Wallerstein rappelle le premier Congrès auquel il a assisté en 1959, lorsque se tenaient des débats approfondis entre les sociologues les plus réputés, et que presque tous à l'époque, il faut le préciser, venaient du Nord. Margaret Archer estime que les efforts déployés en faveur d'une plus grande inclusion restent largement insuffisants. Elle porte également un regard critique sur le pouvoir grandissant des Comités de Recherche, qui ont balkanisé l'ISA et l'ont empêchée de développer une vision globale de la sociologie. Leur ascension s'inscrit dans un processus de professionnalisation accrue – l'univers des facteurs d'impact et des indicateurs de performance – qui conduit à un type de recherche de plus en plus superficiel. À ce propos, John Holmwood condamne dans ce numéro les dernières avancées de la culture de l'audit qui submerge le monde universitaire.

C'est un thème repris par Michel Wieviorka, qui traite des dangers de l'hyperspécialisation et des défis du monde numérique, et soutient aussi que, dans notre monde moderne, la recherche sociologique ne doit pas négliger le pouvoir du mal. T.K. Oommen poursuit en traitant des obstacles sur la voie d'une sociologie internationale – la focalisation persistante et pourtant anachronique sur l'État-nation –, faisant valoir qu'il nous faut faire la distinction entre nation et État et compter sur les forces qui opèrent en deçà et au delà de l'État. Piotr Sztompka pousse l'internationalisation à des extrêmes polémiques en défendant « une seule sociologie pour de multiples univers sociaux » et se désole de ceux qui créeraient des clivages politiques dans notre milieu, qu'il s'agisse d'aspirants à la révolution ou de défenseurs des sociologies autochtones. Enfin, Alberto Martinelli, comme il convient à sa nouvelle fonction de Président du Conseil international des Sciences sociales, parle du rôle important que la sociologie peut jouer pour faire progresser la gouvernance démocratique mondiale.

Ce sont là des sociologues avisés et de renom, qui profèrent d'importants avertissements sur la situation critique de la sociologie. Mais comme *Dialogue Global* l'a montré à maintes reprises, les jeunes sociologues d'aujourd'hui affrontent ces défis avec courage et esprit d'innovation. Ce numéro comprend des articles sur la situation déplorable des travailleurs immigrés en Italie, et sur la façon dont la jeunesse italienne fait face à la crise économique ; d'autres en provenance du Liban, au sujet de la reconfiguration du sectarisme, et sur la façon dont les paysans survivent dans la zone de guerre du Sud Liban ; des articles aussi sur ces *outsiders* discriminés que sont les « Gitans » en Égypte ou les immigrés en France ; enfin des articles sur les répercussions politiques des manifestations de Gezi en Turquie, et sur la manipulation des médias au Kazakhstan ; et un compte rendu des initiatives des spécialistes en sciences naturelles concernant les grands problèmes de notre planète. En dépit des avertissements de nos anciens Présidents, la sociologie sur le terrain se porte bien, en rendant compte d'un monde qui ne va pas si bien.

> ***Dialogue Global* est disponible en 14 langues sur le site web de l'ISA**

> **Les propositions d'articles sont à adresser à burawoy@berkeley.edu**

L'ISA a 65 ans

Six anciens Présidents de l'Association internationale de Sociologie apportent leur éclairage sur l'héritage historique et les futurs enjeux de l'ISA.



2



Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

> Comité de rédaction

Directeur de la publication : Michael Burawoy.

Rédactrice en chef adjointe : Gay Seidman.

Responsables éditoriaux : Lola Busuttil, August Bagà.

Rédacteurs-consultants :

Margaret Abraham, Markus Schulz, Sari Hanafi, Vineeta Sinha, Benjamin Tejerina, Rosemary Barbaret, Izabela Barlinska, Dilek Cindoğlu, Filomin Gutierrez, John Holmwood, Guillermina Jasso, Kalpana Kannabiran, Marina Kurkchyan, Simon Mapadimeng, Abdul-mumin Sa'ad, Ayse Saktanber, Celi Scalon, Sawako Shirahase, Grazyna Skapska, Evangelia Tastsoglou, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.

Équipes régionales

Monde arabe :

Sari Hanafi, Mounir Saidani.

Brésil :

Gustavo Taniguti, Andreza Galli, Renata Barreto Preturlan, Ângelo Martins Júnior, Lucas Amaral, Rafael de Souza, Benno Alves.

Colombie :

María José Álvarez Rivadulla, Sebastián Villamizar Santamaría, Andrés Castro Araújo, Katherine Gaitán Santamaría.

Inde :

Ishwar Modi, Rajiv Gupta, Rashmi Jain, Jyoti Sidana, Nidhi Bansal, Uday Singh.

Iran :

Reyhaneh Javadi, Zohreh Sorooshfar, Abdolkarim Bastani, Niayesh Dolati, Mitra Daneshvar, Faezeh Khajehzadeh.

Japon :

Satomi Yamamoto, Yusuke Abe, Yuri Hitomi, Yutaka Ito, Seijiro Katayama, Koki Kawakami, Ayaka Komiya, Masahiro Matsuda, Masakazu Matsuzaki, Yuka Mitani, Nami Morodome, Hiroki Nakamura, Masaki Okada, Takazumi Okada, Yukari Sadaoka, Fuma Sekiguchi, Kohei Takejiri, Misato Tsuruda, Kazuki Uyeyama, Wataru Wada, Tomoko Wakiya, Kasumi Yamauchi, Sakiye Yoshioka.

Pologne :

Mariusz Finkielsztajn, Weronika Gawarska, Krzysztof Gubański, Kinga Jakiela, Kamil Lipiński, Przemysław Marcowski, Kuba Barszczewski, Martyna Miernacka, Mikołaj Mierzejewski, Karolina Mikołajewska, Adam Müller, Zofia Penza, Konrad Siemaszko, Anna Wandzel, Hanna Wierzbicka, Marcin Zaród.

Roumanie :

Cosima Rughiniş, Ileana-Cinziana Surdu, Telegdy Balazs, Adriana Bondor, Ramona Cantaragiu, Miriam Cihodariu, Ruxandra Iordache, Andra Larionescu, Mihai Bogdan Marian, Monica Nădrag, Mădălin-Bogdan Rapan, Alina Stan, Oana Mara Stan, Elena Tudor, Cristian Constantin Vereş.

Russie :

Elena Zdravomyslova, Anna Kadnikova, Asja Voronkova.

Taïwan :

Jing-Mao Ho.

Turquie :

Yonca Odabas, Günnur Ertong Attar, Ilker Uurlu, Zeynep Tekin Babuç, Hüseyin Odabaş.

Consultants médias : Gustavo Taniguti, José Reguera.

Consultante éditoriale : Ana Villarreal.

> Dans ce numéro

Éditorial : L'ISA a 65 ans

2

> BILAN ET PERSPECTIVES :

LE REGARD D'ANCIENS PRÉSIDENTS DE L'ISA

Une sociologie pour un seul monde

Margaret S. Archer, Royaume-Uni, Présidente de l'ISA 1986-1990

4

Conditions préalables à l'internationalisation de la sociologie

T. K. Oommen, Inde, Président de l'ISA 1990-1994

7

Les difficultés de l'ISA dans sa progression

Immanuel Wallerstein, États-Unis, Président de l'ISA 1994-1998

10

La contribution de l'ISA à la gouvernance démocratique mondiale

Alberto Martinelli, Italie, Président de l'ISA 1998-2002

12

Manifeste « positiviste »

Piotr Sztompka, Pologne, Président de l'ISA 2002-2006

14

La numérisation, la disciplinarité et le mal

Michel Wieviorka, France, Président de l'ISA 2006-2010

16

> LES TRAVAILLEURS EN ITALIE

Travailleurs immigrés dans le sud de l'Italie

Mimmo Perrotta, Italie

18

En grève contre les coopératives

Devi Sacchetto, Italie

20

Face à la crise économique

Luisa M. Leonini, Italie

22

L'essor du travail freelance en Italie

Alessandro Gandini, Italie

24

> AU LIBAN

Les sables mouvants du sectarisme au Liban

Rima Majed, Liban

27

La culture du tabac dans une zone de guerre au Liban

Munira Khayyat, Égypte

29

> UNIVERSITÉS EN CRISE

La culture de l'audit resserre son étau sur les universités

John Holmwood, Royaume-Uni

32

> L'AUTRE, L'ÉTRANGER, DISCRIMINÉS

Les Gitans, « invisibles » d'Égypte

Alexandra Parrs, Égypte

34

Climat de suspicion sur les couples binationaux

Manuela Salcedo et Laura Odasso, France

36

> MÉDIAS ET POLITIQUE

Le spectre qui hante la Turquie

Aylin Topal, Turquie

39

La manipulation de l'opinion publique au Kazakhstan

Almas Taizhanov, Kazakhstan

41

L'avenir de la planète

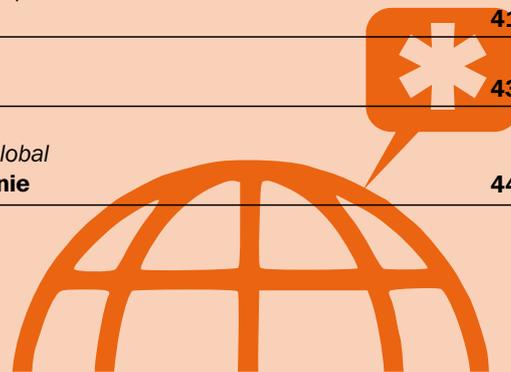
Emma Porio, Philippines

43

L'équipe roumaine de *Dialogue Global*

Ileana Cinziana Surdu, Roumanie

44



> Une sociologie pour un seul monde

Margaret S. Archer, Université de Warwick (Royaume-Uni), et ancienne Présidente de l'ISA, 1986-1990



Margaret Archer.

Il n'y a pas de conception qui soit parfaite. Depuis le début, ma vision personnelle s'est inspirée de celle de l'UNESCO : l'ISA a été fondée dans l'objectif d'aider à « réunir les spécialistes en sciences sociales du monde entier » afin de faire progresser les différentes disciplines qui étaient les leurs. Étant donné que les 65 ans d'histoire de l'ISA couvrent la période qui va de la « haute modernité » à la « modernité tardive » – et surtout ce qui survient après –, l'ISA aurait pu prendre en charge ce dossier. Tel n'a pas été le cas. Au lieu de cela, l'ISA s'est contentée d'être un participant parmi d'autres dont l'histoire s'est déroulée à l'intérieur de ces limites structurelles et culturelles. Si l'on regarde en arrière, on constate une singulière adéquation entre la périodisation appliquée communément à ces années-là et les différentes phases de l'histoire de l'ISA ; ce n'est pas le bon vouloir qui a fait défaut, mais la faculté de voir plus loin.

Qu'est-ce qui nous a empêché d'essayer d'adopter un point de vue intellectuel plus élevé – en nous mondialisant avant que le monde ne le fasse, ou en devenant géographiquement inclusifs avant que le monde ne le soit ? Je me contenterai de m'appuyer sur ma propre expérience, en commençant par le Congrès mondial de 1966 à Évian-les-Bains – qui, curieusement, eut lieu à tout juste quelques kilomètres du chalet où je me trouve au moment d'écrire ces lignes. À l'image de la ville d'Évian, le Congrès était de petite taille, presque intime, et fortement marqué par l'eurocentrisme. Il y avait une forte présence américaine, mais les plus animés étaient les émigrés d'Europe de l'Est. Nous nous sommes amusés à repérer tel ou tel agent du KGB parmi les petites délégations officielles, mais nous n'avons pas réussi à les faire dévier de leurs communications soigneusement préparées en faveur d'un dialogue plus risqué.

Notre exercice non moins préparé d'hégémonie linguistique était en partie responsable de cet état de fait. La plu-

>>

part des Nord-Américains, et bien sûr des Anglais, étaient encore – et sont toujours – des monolingues invétérés. L'infrastructure de la communication, elle aussi, représentait en partie un obstacle – les machines à écrire, l'absence de photocopieuses, le courrier postal et les lignes de téléphones peu fiables constituaient des facteurs qui nous limitaient. Pour que ceux qui sont nés après la fin des années 60 se fassent une idée, quand je suis devenue rédactrice en chef de *Current Sociology* en 1973, une bibliographie pour un *Trend Report* [Rapport sur les tendances] nous parvenait dans un colis sous la forme d'un tiroir de classement complet avec toutes ses fiches ! Je ne m'attarderai pas sur les plaisirs de la dactylographie, lorsqu'il fallait taper tout cela sur une vieille machine à écrire Remington en ajoutant les accents à la main. Pourquoi considérons-nous que les *Trend Reports* étaient utiles, et ce dès la création de la revue en 1952 ? Parce qu'avant Internet, les *Sociological Abstracts*, constitués grâce aux efforts désintéressés de Leo Chall et de sa femme, étaient le seul moyen d'obtenir ce type d'informations de base. Tel était le contexte de cette période que je désigne comme notre guerre froide.

> Des combattants d'une guerre froide « unis » par l'empirisme

Il ne fait pas de doute que la philosophie des sciences sociales a contribué au succès de l'empirisme et, alors qu'on considère ce dernier comme failli, il a pendant un temps établi un lien entre l'Ouest et l'Est. Les pays de l'Ouest ont vécu avec beaucoup d'enthousiasme l'arrivée de leur premier ordinateur (qui occupait une pièce entière), à l'origine du *Big Data*. En Europe de l'Est, les études statistiques détaillées constituaient un refuge pour se protéger du politiquement correct. En outre, les statistiques représentaient une sorte d'espéranto. Dans les années 70, pratiquement toutes les séances auxquelles on assistait lors de ces Congrès donnaient lieu à la projection de diapositives de tables de régression, préalable à un débat qui était de nature quasi-mathématique.

Ce n'est pas que la théorie était morte. Au contraire. Ainsi, c'est un débat programmé entre Parsons et Althusser qui devait constituer le « clou » du Congrès de 1978 à Upssala – du moins si l'on en juge par les centaines de participants qui se pressaient vers l'amphithéâtre sous une pluie battante. Lorsque le président de séance annonça finalement que malheureusement aucun des deux intervenants ne pourrait venir, nous avons ressorti nos parapluies et sommes repartis très déçus.

L'ISA ne manquait pas de bonne volonté. Nous avons délibérément organisé nos réunions du Comité Exécutif dans des pays d'Europe de l'Est, nous avons fait sortir clandestinement des manuscrits de Bulgarie, nous nous sommes rendus à Tbilissi, Ljubljana, Budapest et dans d'autres villes de l'Est pour étendre notre réseau. Nos

visites répétées en Pologne ont donné lieu à des amitiés durables. C'est également à cette époque où les associations nationales dominaient encore l'ISA que nous avons eu un premier aperçu de la relation entre les membres polonais de l'Association et le Parti communiste. Alors que nous étions logés dans le beau palais de Jabłonna, nous avons réalisé avec embarras que nos repas avaient sans doute coûté à nos collègues polonais un mois de coupons d'alimentation. La cuisinière voulut faire de son mieux et nous promit des *zrazy zawijane* pour le jeudi. Tout l'après-midi, les bonnes odeurs nous parvenaient des cuisines, mais le dîner était sans cesse reporté. Finalement, nous avons vu arriver un convoi de voitures tous phares allumés en provenance de Varsovie, et la pauvre cuisinière a dû nous annoncer qu'une fête du ministère de l'Éducation aurait lieu et que notre dîner était par conséquent annulé. Nombre d'amitiés durables se sont nouées à cette époque-là : en 1989, certains ont connu la joie d'aller à Gdansk de manière tout à fait officieuse – et d'être présents sur les chantiers navals au moment où Solidarnosc brisait ses entraves.

> La vague mexicaine et le réveil brutal

Comme le reste du monde, l'ISA a réagi lorsque des individus ont fait l'objet de persécutions, mais nettement moins lorsqu'il s'est agi de collectivités opprimées. Étant encore marquée par l'eurocentrisme, et peu aidée par nos cousins nord-américains, très peu de ses membres connaissaient bien les autres continents. Il y avait bien sûr des exceptions notables : Tom Bottomore et l'Inde, Alain Touraine et sa profonde connaissance de l'Amérique latine. Mais il a fallu le Congrès de 1982 à Mexico pour réaliser à quel point nous nous étions peu intéressés à l'Amérique latine. Nous avons été stupéfiés par la taille de l'UNAM [Université nationale autonome du Mexique] et par la masse d'étudiants qui voulaient participer au Congrès. Les dispositions ponctuelles prises pour leur donner satisfaction ont provoqué chez beaucoup une indignation justifiée : « Comment pouvez-vous venir dans notre pays et ne pas reconnaître notre langue et nos préoccupations ? ». Au niveau collectif, le message a été compris. Cardoso a été élu Président de l'Association à cette occasion, mais il faudra encore plusieurs années avant que l'espagnol ne devienne la troisième langue officielle de l'ISA.

Avant que le Congrès suivant n'ait lieu à New Delhi en 1986, Martin Albrow et moi-même avons déjà lancé *International Sociology*, qui se proposait d'élargir notre champ d'action. Daniel Bertaux organisa une « Compétition pour Jeunes sociologues » ouverte au plan géographique et linguistique, avec la participation d'experts et d'arbitres dans 14 langues différentes – dont l'enthousiasme pour participer à cette initiative en disait long sur leur sentiment de marginalisation. L'espagnol est enfin devenu l'une des langues officielles de l'ISA. Le Congrès de 1990 portait sur le thème « Sociologie pour un seul monde », un thème auquel

j'ai consacré mon allocution en tant que Présidente de l'Association. La plupart des membres du Comité Exécutif ont alors eu le sentiment que nous avons lancé notre programme international. Mais je n'ai pas su voir à ce moment-là un petit nuage noir qui à mon avis nous a freinés dans notre projet : l'importance grandissante des Comités de Recherche.

> Vingt ans de balkanisation

Au départ, la spécialisation des Comités de Recherche est apparue comme une solution satisfaisante face à l'augmentation du nombre de sociologues dans le monde et à la variété de leurs centres d'intérêt. Alors que l'influence des Comités de Recherche a augmenté sans instances de contrôle permettant d'éviter la fragmentation, deux conséquences imprévues se sont imposées. D'une part, certains Comités de Recherche ont été accaparés par des « locales en place » qui représentaient une orientation donnée, de sorte que d'autres orientations se sont trouvées de facto exclues. D'autre part, les Comités de Recherche ont proliféré, mais l'absence de sociologues de premier plan pour analyser la modernité tardive et les problèmes qu'elle engendrait était manifeste. En bref, l'ISA n'a pas offert une tribune suffisante au débat sur cette question centrale : « Où allons-nous ? ».

De plus en plus, si « votre » Comité de Recherche se convertissait en pré carré, il ne vous restait généralement plus qu'à chercher un autre Comité, car les séances plénières avaient cessé de jouer le rôle de contrepoids. C'est pourquoi j'ai autant défendu les efforts de Michael Burawoy pour donner la priorité aux débats fondamentaux tout en lançant simultanément *Dialogue Global*.

> Les impératifs pour l'avenir

Alors même que la réglementation bureaucratique s'intensifie dans les universités, les nouveaux indicateurs de performance, le classement des productions éditoriales et l'importance accordée aux facteurs d'impact, tout concourt à ce que les sociologues en début de carrière optent de façon prématurée pour une spécialisation défensive – quand ils ne se protègent pas en conduisant d'obscures études ethnographiques. La pression exercée sur eux pour publier trop vite et remplir leur CV signifie qu'ils ont moins de temps pour lire un ouvrage complet, a fortiori les œuvres complètes de ceux-là mêmes auxquels ils s'attaquent, voire les géants sur les épaules desquels leur travail repose. En attendant, où se trouve le forum de discussion sociologique sur les enjeux du monde actuel – le déclin de l'Europe, le changement climatique, l'intensification des inégalités, la restructuration du capitalisme financiarisé face à la promesse, à l'ère numérique, d'un fonds commun culturel ? Où se trouve le lieu de confrontation sociologique sur la conceptualisation du monde contemporain, le néolibéralisme ou le mantra selon lequel « il n'existe pas d'alternative » ?

Compte tenu de sa composition très internationale, le nouveau Comité Exécutif peut soit encourager une représentativité internationale dans le contexte actuel de balkanisation, soit élaborer un nouveau programme international pour répondre aux grandes questions qui se posent à l'échelle globale, en cherchant à expliquer vers où ce monde unique se dirige. Il fut un temps où je pensais que le rôle le plus adéquat pour un ancien Président était de garder le silence, dans la mesure où l'on avait déjà eu la parole. Mais j'en viens à penser aujourd'hui que nous devons faire entendre notre voix. Nous avons après tout en commun le rare privilège de n'avoir rien à perdre. ■

Toute correspondance est à adresser à Margaret Archer
<Margaret.Archer@warwick.ac.uk>

> Conditions préalables à l'internationalisation de la sociologie

T. K. Oommen, Université Jawaharlal Nehru, New Delhi (Inde), et ancien Président de l'ISA, 1990-1994



T.K. Oommen.

L'ISA (Association internationale de Sociologie) a été fondée dans l'objectif de favoriser la sociologie internationale, mais nous ne sommes pas parvenus à un consensus sur le sens de cette notion difficile à définir. On peut bien sûr l'entendre comme un agrégat de « sociologies nationales » mais, ne serait-ce que sur le plan démographique, les « nations » diffèrent, depuis celles dont la population dépasse le milliard d'habitants (comme la Chine et l'Inde) jusqu'à celles qui comptent moins de cinq millions d'habitants. Par ailleurs, les structures sociales et les modèles culturels varient considérablement d'une « nation » à l'autre : tandis que certaines nations sont multi-nationales, d'autres sont multi-ethniques ou multi-tribales ; certaines sont des



États-nations, qu'elles le soient véritablement ou aspirent à l'être. Considérer ces unités disparates comme les éléments constitutifs de la sociologie internationale s'avère une entreprise ardue. C'est pourtant précisément ce que s'efforce de faire l'ISA.

Selon les termes de Bauman, « [sans] pratiquement aucune exception, tous les concepts et les outils d'analyse actuellement employés par les spécialistes en sciences sociales sont axés sur une vision du monde humain où la totalité la plus substantielle est celle d'une "société", une notion équivalente en pratique au concept d'"État-nation". » La première condition préalable à l'internationalisation de la sociologie est de renoncer à « l'État-nation » comme unité d'analyse sociologique, à la fois pour éviter le « nationalisme méthodologique » et parce que « l'État-nation » idéal n'est guère devenu une réalité, même là où il est né, en Europe occidentale. Et pourtant, les sociologues ne peuvent pas – bien que certains l'aient préconisé – substituer à la « société » (le pivot de leur discipline), les notions de « mobilité », de « réseau global » ou d'« espaces sociaux multidimensionnels », car sans les sociétés aucune de ces notions ne peut trouver de point d'ancrage.

Une seconde condition préalable à l'internationalisation de la sociologie est de dépasser la division irrationnelle entre sociologie et anthropologie sociale/culturelle. Si l'anthropologie étudiait les Autres, inférieurs – sauvages, noirs, relevant de l'ethnographie –, la sociologie visait à étudier les sociétés modernes, industrielles ou « programmées ». Comme l'a très justement énoncé Fallding, « [...] l'anthropologie sociale et culturelle consiste ni plus ni moins en la sociologie des peuples plus primitifs ». Présenter à tout prix la sociologie comme un produit de la modernité revient à soumettre les sociétés non modernes à un *black-out* cognitif et à faire abstraction de multiples modernités.

Les dichotomies intellectuelles de l'époque coloniale sont devenues pendant la guerre froide une trichotomie fondée sur des facteurs politico-économiques qui n'avaient rien à voir avec les structures sociales et culturelles. Le tiers-monde était caractérisé par le sous-développement, la surpopulation et le chaos politique. Le « deuxième monde » était technologiquement moderne mais politiquement autoritaire, tandis que le « premier monde » était moderne, technologiquement performant, démocratique et économiquement avancé.

Mais du point de vue des structures sociales et des modèles culturels, le tiers-monde était composé de trois entités entièrement distinctes, issues d'expériences coloniales très différentes. Si l'Afrique et l'Asie du Sud ont fait l'objet d'un « colonialisme rétractif », l'Amérique latine, qui a connu un « colonialisme répliatif », a été constituée

par des immigrants issus d'une grande variété de groupes ethniques. Ces « groupes ethniques » vivant ensemble sur le territoire d'un État ne forment pas un État-nation au sens qu'on lui donne en Europe occidentale. L'échec des sociologues à remettre en question le schéma des « trois mondes » issu de la guerre froide continue à compliquer notre compréhension des sociétés issues de la colonisation – aussi bien des sociétés du « premier monde » que du tiers-monde.

La confusion entre État et nation constitue un amalgame conceptuel courant et un obstacle persistant à l'internationalisation de la sociologie. Dans le domaine de la sociologie, les « traditions nationales » font invariablement référence à des études conduites à l'intérieur des frontières de tel ou tel État. Avant la construction du Mur de Berlin, et depuis sa destruction, la sociologie allemande n'avait qu'une tradition nationale, mais pendant des dizaines d'années, elle en a eu deux – une pour l'Allemagne de l'Est, et une autre pour l'Allemagne de l'Ouest. Avant le démantèlement du « deuxième monde », la sociologie soviétique englobait plusieurs sociologies nationales, mais avec l'éclatement de l'Union soviétique, on a commencé à reconnaître l'existence de plusieurs sociologies nationales.

Lier la sociologie à l'État-nation va à l'encontre de l'essence même de notre discipline. La sociologie analyse les structures sociales et les modèles culturels dans toute une série de sociétés – modernes, prémodernes, simples, complexes, agraires, industrielles. Si la sociologie en tant que discipline s'intéresse à la diversité, l'État-nation en revanche ne cesse de rechercher l'homogénéisation. Paradoxalement, l'esprit de la sociologie et celui de l'État-nation exercent une pression dans des directions opposées mais la sociologie et l'État-nation sont enchaînés ensemble dans un seul corps, le corps politique – ce qui constitue une entrave à l'internationalisation de la sociologie.

Qui plus est, lier la sociologie à l'État pose particulièrement problème pour les « nations » qui n'ont pas établi un État souverain qui leur soit propre. Il existe une sociologie française mais pas de sociologie bretonne ; il existe une sociologie britannique mais pas de sociologie galloise ; une sociologie espagnole mais pas de sociologie catalane. La nation kurde, éclatée sur plusieurs États souverains, semble destinée à rester sans sociologie propre. Le sort des « sociologies nationales » apparaît étroitement lié au sort politique des nations : « Sans un État souverain, pas de sociologie ». Dans un tel contexte, cela a-t-il vraiment un sens de parler de sociologie internationale ?

Certains pourraient dire que nous sommes d'ores et déjà en train d'assister à la fin des États-nations. Le démantèlement du « deuxième monde » a donné nais-

sance à la notion d'un monde unique, et à son corollaire logique, la sociologie globale. Mais cette transformation s'est surtout produite dans le domaine politique et économique, et guère dans le domaine social et culturel. Il était prématuré de supposer qu'une « sociologie unique » émergerait. Cependant, parce qu'un unique système de communication existe, certains ont même envisagé une « société-monde » – une suggestion que je perçois comme un retour involontaire au péché originel, à savoir celui de façonner la sociologie sur le modèle des sciences pures. À l'occasion de mon allocution comme Président de l'Association au XIII^e Congrès mondial de Sociologie à Bielefeld en 1994, il y a de cela vingt ans, j'ai défendu qu'une « société-monde perçue comme celle d'une seule culture, d'une seule civilisation, d'un seul système de communication et ainsi de suite, n'est pas seulement impossible mais pas même souhaitable : la pluralisation fait intrinsèquement partie de la conception d'une société-monde. »

Je conclurai avec deux remarques. En premier lieu, malgré les transformations qui sont intervenues dans les différentes sociétés humaines, il y a trois dimensions que toutes ont en commun : l'unité (mise en avant par le réalisme philosophique), la multiplicité (mise en avant par la théorie nominaliste) et les processus sociaux (mis en avant par le pluralisme culturel). Ces dimensions varient d'une société à l'autre mais les fondements sont les mêmes, ce qui représente un espoir pour l'internationalisation de la sociologie.

Mais au lieu de se concentrer sur ces fondements communs, la sociologie a encensé l'économie, l'organisation politique, la technologie, les médias, l'écologie et ainsi de suite, reléguant les structures sociales et les modèles culturels au rang de simple variables dépendantes.

En second lieu, les variations en termes de complexité sociale proviennent plus de la stratification, de l'hétérogénéité et de la hiérarchie que des niveaux de développement économique ou des types de systèmes politiques. Les sociétés humaines sont stratifiées en fonction de la classe sociale, du genre, de l'âge, etc., mais comme elles sont aussi culturellement hétérogènes – en particulier en ce qui concerne la religion, la langue et la race –, l'intersectionnalité implique une plus grande complexité. Dans les sociétés hiérarchisées, où les valeurs sociales légitiment les inégalités, la complexité augmente de manière exponentielle. Une véritable internationalisation de la sociologie devrait rechercher à la fois les traits communs et les spécificités des sociétés. La sociologie internationale n'implique ni une universalisation ni une indigénisation mais une contextualisation, évitant le double écueil de l'homogénéisation universaliste et du repli sur soi de l'indigénisation. C'est pourquoi la sociologie comparée ouvre la voie à l'internationalisation de la sociologie. ■

Toute correspondance est à adresser à T.K. Oommen
<tkoommen5@gmail.com>

> Les difficultés de l'ISA dans sa progression

Immanuel Wallerstein, Université de Yale (États-Unis), et ancien Président de l'ISA, 1994-1998



Immanuel Wallerstein.

J'ai assisté pour la première fois à un Congrès de l'ISA en 1959, pour le IIIe Congrès de l'association qui avait lieu à Stresa, une petite ville du nord de l'Italie. J'ai assisté depuis à 13 des 15 congrès suivants. Après réflexion sur les différences entre l'ISA de 1959, l'ISA durant ma présidence de 1994 à 1998, et l'ISA d'aujourd'hui, je voudrais examiner quatre aspects de sa vie organisationnelle : la composition des participants aux Congrès, la question de la langue, les structures et le programme de l'ISA, et les conséquences de l'augmentation du nombre de participants.

> La composition des participants

Si le nombre officiel de personnes inscrites au Congrès de 1959 s'élevait à 867, elles étaient environ 300, presque toutes originaires d'Europe ou d'Amérique du Nord, à assister aux séances plénières. Pour autant que je m'en souviens, il n'y avait qu'un participant en provenance de ce qu'on désignait alors comme le tiers-monde : Anouar Abdel

Malek, originaire d'Égypte (bien qu'il travaillât à Paris). Ce fut aussi le premier congrès auquel l'Union soviétique et d'autres pays d'Europe de l'Est envoyèrent des participants. La plupart avaient récemment été rebaptisés philosophes, mais c'était également le cas d'un certain nombre de participants originaires d'Italie, qui était notre pays d'accueil. La « sociologie » était dans certains pays une catégorie émergente, et l'ISA a joué un rôle important dans ce processus.

Du temps de ma présidence, la participation était beaucoup plus internationale, tout en restant déséquilibrée au niveau de sa répartition. Le coût financier pour venir assister à un congrès limitait la participation, tout comme le fait que la sociologie était encore dans de nombreux pays en train de chercher ses marques.

En 2014, après maints efforts de l'ISA, la participation a été plus équilibrée, quoique de manière encore imparfaite. C'est dans la participation des femmes à des fonctions de responsabilité et comme intervenantes qu'ont été réalisés les progrès les plus remarquables. La répartition de la participation devrait encore s'améliorer lors des futurs congrès.

> La question de la langue

À l'origine, l'anglais et le français étaient les deux langues officielles de l'ISA. En 1959, le français était largement utilisé. Il est probable que le français a été plus parlé au Congrès de 1959 que lors du congrès de 2014, qui a pourtant réuni beaucoup plus de monde. À l'époque, la plupart des participants étaient capables de comprendre, sans forcément les parler, à la fois l'anglais et le français. Il y avait rarement de traduction, sauf circonstances particulières.

C'est en 1982, à Mexico, que s'est tenu le premier congrès de l'ISA dans un pays du tiers-monde. Parmi les participants, il y avait bien sûr beaucoup de Mexicains, et de Latino-Américains en général. L'usage exclusif de l'anglais et du français provoqua une révolte menée par la jeune génération de sociologues mexicains, qui revendiquaient le droit de s'exprimer en espagnol, avec traduction dans les deux sens. Alain Touraine sauva personnellement la situation en montant à la tribune et en traduisant de l'anglais et du français en espagnol et vice-versa. L'espagnol est par la suite devenu la troisième langue officielle de l'ISA.

Toutefois, l'anglais est devenu la seule langue réellement

>>

utilisée, sauf dans un petit nombre de sessions en cercle fermé réservées à des intervenants s'exprimant en français ou en espagnol. Si un intervenant présentait son travail en français ou en espagnol lors d'une session importante, nombre d'intervenants de langue anglaise quittaient tout simplement la salle. Lors de ma présidence, un comité spécial dirigé par le même Alain Touraine a été mis en place pour étudier ce problème. Le comité a proposé des solutions pour améliorer une situation regrettable, mais ces propositions ont été poliment ignorées.

Cela s'expliquait en partie par une participation internationale plus diversifiée. Pour de plus en plus de participants, aucune des trois langues officielles n'était leur langue maternelle. Pour la plupart, l'anglais était leur première « deuxième langue ». Cela était dû aussi aux effets de l'hégémonie américaine dans le système-monde : alors que les générations précédentes apprenaient le français, l'allemand ou le russe comme « deuxième langue », les plus jeunes générations sont passés à l'anglais.

Comme de nombreuses organisations internationales, l'ISA se trouve maintenant confrontée aux inconvénients d'une lingua franca. Une version appauvrie de la lingua franca est utilisée. La langue parlée et la langue écrite s'éloignent l'une de l'autre. L'hégémonie américaine continuant à décliner, il y aura sans aucun doute des revendications pour l'utilisation d'autres langues : lorsque le mandarin et l'arabe deviendront d'un usage courant pour la communication scientifique, comment l'ISA de demain s'adaptera-t-elle ?

> Structure et Programme de l'ISA

En 1959, un Conseil composé de représentants des associations nationales membres de l'ISA a élu un président et d'autres dirigeants parmi ses membres, ainsi qu'un Comité Exécutif. Quand l'URSS a rejoint l'ISA, ces fonctions ont été réparties par le biais de négociations privées Est-Ouest.

En 1959, il y avait seulement deux Comités de Recherche. C'étaient de vrais comités de recherche – c'est-à-dire non pas des lieux de débat, mais des groupes qui obtenaient des subventions pour faire de la recherche transnationale. On ne pouvait pas en faire partie sans y avoir été invité. Par la suite, lorsque le nombre de comités a augmenté, un conseil a été créé et quatre de ses membres ont rejoint le Conseil de l'ISA.

La tâche principale des structures de l'ISA était de choisir le lieu du prochain congrès et de proposer un programme. Le (seul) vice-président était chargé de développer un programme, avec la participation du Comité du Programme – dont aucun membre ne faisait partie du Conseil de l'ISA. Bien au contraire ! L'idée était de trouver diverses personnes compétentes, en évitant les *apparatchiks* présents dans le Conseil. Pas même le président n'assistait aux réunions du Comité du Programme.

Au fil des années, l'ISA a créé de nouveaux postes de vice-président, mais jusqu'à l'époque de ma présidence, le Vice-Président du Programme était le plus haut placé. Le Vice-Président du Programme de l'époque, Alberto Martinelli (qui fut mon successeur au poste de Président), constitua le Comité, bien que d'autres vice-présidents aient également été invités à le rejoindre. À un moment donné, le Vice-Président du Programme a été remplacé au sommet de la hiérarchie par le Vice-Président chargé de la Recherche, et finalement, le poste a été complètement supprimé. Le programme sera désormais du ressort du Comité Exécutif.

Je pense que c'est une erreur que l'ISA finira par regretter. Au lieu de membres de l'ISA choisis pour leurs compétences et leurs centres d'intérêt, nous avons confié le programme à ceux qui ont des intérêts sectoriels, pour qu'ils négocient les temps alloués. Si le Comité Exécutif est dominé par une « faction », il risque de ne pas proposer de programme véritablement coordonné. Si le Comité Exécutif est gravement divisé, cela peut conduire à une impasse dysfonctionnelle. J'espère que l'ISA se ravisera, en accordant au Vice-Président du Programme une place prépondérante et en lui assurant son indépendance.

> Les conséquences d'une participation accrue

Les aspects positifs d'une participation accrue et d'une meilleure répartition géographique sont évidents. L'ISA est devenue bien plus inclusive. Mais le fait d'inclure plus de monde peut aussi être un facteur d'exclusion. En 1959, parmi les participants, se trouvaient pratiquement tous les grands sociologues du moment. Les réunions en petit groupe comportaient un vrai échange de vues.

Avec 6.000 participants et un nombre considérable de comités de recherche et de sessions spéciales, il n'y a guère de temps pour de véritables débats. Les sessions comportent quatre ou cinq « communications », ne laissant de temps que pour tout au plus une ou deux questions à la fin. La plupart des participants deviennent passifs.

Les personnes qui recherchent de vrais débats et/ou un travail coopératif font mieux d'organiser de petites réunions en marge du congrès. Nous avons tous une énergie, du temps et des ressources financières limités. Un nombre accru de participants permet une meilleure inclusion, mais incite aussi au retrait. Il n'y a pas de solution facile. Peut-être pourrions-nous créer un congrès avec de petits groupes, auto-organisés, où aucune communication ne serait transmise mais où le débat s'organiserait autour d'un problème concret. Cela serait très difficile à organiser, et peut-être cette suggestion est-elle utopiste. Mais elle pointe à nouveau la nécessité d'un comité du programme qui ne soit pas formaté par ceux dont l'intérêt est de maintenir et de protéger des intérêts particuliers au niveau de l'organisation. ■

Toute correspondance est à adresser à Immanuel Wallerstein
<immanuel.wallerstein@yale.edu>

> La contribution de l'ISA à la gouvernance démocratique mondiale

Alberto Martinelli, Université de Milan (Italie), actuel Président du Conseil international des Sciences sociales et ancien Président de l'ISA, 1998-2002



| Alberto Martinelli.

En tant que science, les principaux thèmes et objectifs de la sociologie n'ont pas changé mais, comme l'ISA, ils se sont mondialisés. Au cœur du questionnement sociologique se trouve la question fondamentale posée par Georg Simmel : comment la société est-elle possible, en d'autres termes, comment la coopération peut-elle être encouragée de sorte que les besoins fondamentaux soient couverts, la reproduction sociale garantie et les conflits régulés ? C'était là l'une des préoccupations principales des penseurs classiques, des fondateurs de l'ISA, des sociologues de ma génération et de la génération suivante. Si cette question reste aujourd'hui centrale, désormais elle doit également être posée à l'échelle mondiale ; et cela devient une question plus complexe, car le monde social du XXI^e siècle est à la fois un système unique et un monde fragmenté.

Si l'on regarde le passé, force est de constater qu'à la fois la sociologie et son association internationale, l'ISA, ont réalisé des progrès impressionnants ; mais si l'on se tourne vers l'avenir, nous réalisons qu'il reste encore beaucoup à faire pour qu'elles deviennent véritablement internationales. Dès sa création, l'un des principaux objectifs de l'ISA a été de promouvoir la sociologie internationale. Les présidents qui se sont succédé à la tête de l'Association ont contribué, chacun à leur manière, à internationaliser la sociologie. Par exemple, lorsque j'étais Président de l'ISA, entre 1998 et 2002, nous avons créé le Laboratoire pour Doctorants, une initiative qui n'a cessé de se développer, comme en témoigne

le dialogue organisé entre sociologues confirmés et jeunes sociologues au Congrès de Yokohama.

Cependant, beaucoup reste à faire si l'on veut atteindre cet objectif d'une sociologie véritablement internationale. L'ISA va continuer à poursuivre cet objectif, principalement pour deux raisons : en premier lieu, parce qu'encourager le développement d'une sociologie mondiale se traduit par des travaux sociologiques de meilleure qualité et présentant un intérêt plus général ; en second lieu, parce qu'une Association internationale de Sociologie forte contribue (aux côtés d'autres communautés épistémiques internationales) à faire progresser une gouvernance démocratique mondiale en vue d'un monde meilleur.

La sociologie classique avait un point de vue mondial, que ce soit celui de théoriciens de l'économie et de la société mondiales comme Marx ou Pareto, ou celui de grands comparatistes comme Weber ou Durkheim. Mais plus tard – lorsque j'étais étudiant à Berkeley à la fin des années 60 et au début des années 70 –, la sociologie académique s'est retrouvée de plus en plus confinée à l'intérieur des frontières nationales. Cette position n'est plus possible : la mondialisation d'aujourd'hui ne signifie pas seulement que le monde en tant que tel est un nouvel objet d'étude, mais implique



que n'importe quelle étude spécifique (par exemple, sur les modèles familiaux en Europe ou en Afrique, ou sur les relations du travail dans une entreprise chinoise ou brésilienne) est non seulement une étude comparée mais est également à situer dans un contexte global, dans la mesure où chaque région du monde est de plus en plus interdépendante des autres et que le monde en tant que tel est de plus en plus présent dans chacune de ces régions. Aujourd'hui, le terme « glocal » n'est plus un néologisme.

La sociologie d'aujourd'hui et de demain ne peut être que mondiale, globale. Elle doit être scientifique et critique, et être dotée d'une identité clairement définie, tout en étant ouverte à une coopération interdisciplinaire accrue entre les différentes sciences sociales, et entre celles-ci et les sciences physiques et biologiques. Ce dernier impératif constitue l'un des objectifs principaux du Conseil international des Sciences sociales (CISS), l'organisme qui regroupe les associations internationales et conseils de recherche nationaux dans le domaine des sciences sociales. Les récents programmes phares du CISS – que j'ai contribué à lancer en tant que Président du CISS – visent tous à développer une véritable coopération scientifique mondiale : la toute dernière édition du *World Social Science Report*, disponible en ligne et dont nous recommandons vivement la lecture, offre une image très complète de l'état de la recherche sociologique sur les questions environnementales dans toutes les régions du monde. Le III^e Forum mondial des Sciences sociales, qui aura lieu à Durban en septembre 2015, a pour thème la justice globale ; j'invite vivement tous les sociologues à participer à cet important forum international, qui va coïncider avec une réévaluation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Le programme quinquennal de recherche sur l'environnement *Future Earth* sera mené conjointement par le CISS et le Conseil international pour la Science [CIUS, ou ICSU en anglais], l'organisme équivalent au

CISS pour les sciences physiques et naturelles) ; le CISS dirigera plus particulièrement le sous-projet *Transformations vers la Durabilité*.

L'ISA par elle-même, mais aussi l'ISA au sein du CISS et du CIUS, joue un rôle mondial en encourageant des analyses intellectuellement honnêtes et de qualité sur les différents aspects de la mondialisation et en suggérant des solutions efficaces aux problèmes et questions qui se posent dans le monde, tels que les inégalités mondiales et la justice globale. Avec d'autres associations scientifiques internationales, l'ISA peut contribuer de manière significative à une gouvernance démocratique mondiale, et ce, de plusieurs façons. Premièrement, tandis que la plupart des acteurs influents à l'échelle globale – tels que les grandes puissances, les entreprises multinationales et les mouvements religieux fondamentalistes ou nationalistes – sont mus par leur propre intérêt, par l'accroissement de leur pouvoir ou de leur gain matériel, et tendent à imposer une *Weltanschauung* [conception du monde] unique, les associations scientifiques internationales obéissent à des valeurs universalistes. Chacun en leur sein est évalué en fonction de ses réalisations scientifiques, de son aptitude à enseigner et de son éthique professionnelle, et non en fonction du genre, de l'origine ethnique, de l'âge ou de la nationalité. Deuxièmement, les associations scientifiques internationales peuvent être un antidote efficace contre le dogmatisme et le sectarisme. Dans nos travaux de recherche, nous sommes habitués à affronter des opinions différentes voire divergentes, à soumettre des opinions contraires à une juste évaluation fondée sur la cohérence logique et la vérification empirique ; le discours scientifique est par essence antidogmatique et universaliste. Troisièmement, tandis que les intérêts commerciaux ou les besoins de la diplomatie incitent souvent les gouvernements et les entreprises à fermer l'œil – voire les deux yeux – sur les violations de droits fondamentaux de la personne, les associations scientifiques internationales, sans avoir les

maines entièrement libres, peuvent s'exprimer de manière beaucoup plus directe et explicite pour défendre ces droits. L'ISA a joué et continuera de jouer un rôle important dans la défense de la liberté de pensée, d'expression, d'enseignement et de la recherche scientifique. Quatrièmement, dans le domaine des sciences sociales, les associations scientifiques internationales, bien qu'exposées aux problèmes courants liés aux cultures et aux langues hégémoniques, semblent être mieux prévenues contre les risques de l'ethnocentrisme.

Ce sont là certains des moyens les plus appropriés par lesquels l'ISA et d'autres associations scientifiques internationales peuvent contribuer à une gouvernance mondiale et contrebalancer les phénomènes de domination économique et culturelle. Mais pour être efficaces, ces associations doivent accroître leurs effectifs et davantage développer leurs projets et le champ de leurs activités.

L'ISA a un rôle particulier à jouer dans la mesure où la sociologie, en tant que discipline scientifique, a pour mission d'étudier la complexité des relations sociales contemporaines, d'aider les êtres humains à vivre en paix dans un monde complexe, de reconnaître l'unité au sein de la diversité, de défendre la paix, la justice distributive, les libertés individuelles et le pluralisme culturel. Les sociologues sont utiles lorsqu'ils ne se consacrent pas purement et simplement à décrire et interpréter les phénomènes sociaux. Ils sont crédibles à partir du moment où, avec la rigueur et l'engagement du scientifique, ils contribuent à poursuivre des objectifs plus généraux. Le monde de conflits qui est celui d'aujourd'hui a besoin de bons sociologues ; les personnes en difficulté ont besoin de bons sociologues ; les dirigeants qui manquent de vision ont besoin de bons sociologues. Soyons à la hauteur de nos responsabilités, en mobilisant le talent et les ressources de la communauté internationale des sociologues. ■

Toute correspondance est à adresser à
Alberto Martinelli <alberto.martinelli@unimi.it>

> Manifeste « positiviste »

Piotr Sztompka, Université Jagellonne de Cracovie (Pologne), et ancien Président de l'ISA, 2002-2006



Piotr Sztompka.

C'est incroyable mais le Congrès de Yokohama est le onzième Congrès mondial de Sociologie auquel je participe. J'ai intégré l'ISA en 1970, à l'occasion du premier Congrès que l'Association organisait en Europe de l'Est, à Varna, en Bulgarie. Aujourd'hui, 40 ans plus tard, je vais tenter de jeter un regard sur le passé et vers l'avenir. En tant que théoricien, je cherche toujours à dégager de grandes tendances générales. J'en ai identifié deux : une tendance bénéfique, qui donne des raisons de se réjouir, et une tendance pernicieuse, voire dangereuse.

La grande réussite de l'ISA a été d'aller au-delà de son noyau d'origine formé par l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord, en commençant par inclure la sociologie d'Europe de l'Est comme partenaire valable. Au Congrès de New Delhi, ce fut au tour de l'Asie de faire une entrée en force ; et au Congrès de Mexico, une riche et bouillonnante sociologie latino-américaine s'est retrouvée au devant de la scène. Au Congrès de Brisbane, puis à celui de Yokohama, nous avons eu l'occasion de constater la vitalité de la région pacifique,

tandis que la sociologie africaine a montré au Congrès de Durban son caractère innovateur. Seule la République populaire de Chine, où les réalisations et le dynamisme dans le domaine de la sociologie sont manifestes, se maintient à distance ; mais la participation de sociologues chinois au Congrès de Yokohama est un signe prometteur.

J'espère que nous allons devenir non seulement internationaux mais transnationaux. La science n'a pas de patrie, et la sociologie ne devrait pas connaître de frontières. À mon sens, les termes de sociologie polonaise, française ou brésilienne ont une connotation seulement administrative, sans autre sens plus profond. Je défends « une seule sociologie pour de multiples univers sociaux »¹.

L'expansion quasi mondiale de la communauté des sociologues a deux conséquences. Premièrement, nos sujets de recherche se sont prodigieusement enrichis, ce qui nous a permis de nous familiariser avec d'autres manières de vivre, d'autres aspirations, d'autres privations. Deuxièmement, la sensibilité émotionnelle ou éthique des sociologues à l'égard de la pauvreté, de l'oppression, de la discrimination et de l'exclusion, s'est considérablement accrue. Même si, du point de vue de la logique formelle, les jugements de valeur ne découlent pas de faits, c'est cependant le cas du point de vue sociologique. Des faits bien établis et documentés concernant les aspects les plus sombres de l'existence humaine provoquent une réaction morale, engendrent la répulsion et transforment nos valeurs. C'est ce que j'appelle un syllogisme sociologique, et non logique². Il convient donc de saluer ces deux conséquences de l'expansion de l'ISA.

Jusqu'ici, rien à redire. Malheureusement, une autre tendance persiste : de nouvelles frontières, voire de solides murs, font que la communauté des sociologues reste divisée, même si les motifs de division ont changé. À l'époque de mon premier Congrès, la division était d'ordre géopolitique, les sociologues de Pologne, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Russie étant considérés comme les parents pauvres de la sociologie. Ceux d'entre nous qui se trouvaient derrière le rideau de fer étaient en partie responsables de cet état de fait : nous arrivions au Congrès en « délégations » organisées, accompagnés de « leaders » officiels, évitions les débats ouverts et présentions des communications sur des sujets ésotériques plutôt que d'aborder des questions politiquement sensibles (j'ai moi-même fait mes débuts à Varna avec un exposé sur « le langage téléologique en sociologie »).

Mais à la fin des années 80, au moment où ce mur géopolitique s'est effondré, de nouvelles frontières ont tôt fait d'apparaître. Elles ont dans un premier temps été fondées sur les divisions de classe à l'échelle internationale : des sociologues du Sud pauvre, portés par un anti-américanisme virulent et un sentiment de défiance envers l'héritage sociologique européen, se dressaient contre ceux du Nord riche. Puis des clivages identitaires ont émergé, et ce sont les facteurs culturels plutôt que géopolitiques ou de classe qui sont devenus centraux. Certains clivages se sont produits sur la question du genre, tandis qu'une nouvelle forme de nationalisme axée sur les racines culturelles a été à l'origine de combats sur la langue contre le supposé « impérialisme linguistique » de l'anglais.

Quoique potentiellement dangereuses, toutes ces frontières témoignent de divisions bien réelles. La communauté des sociologues est un microcosme de la société en général, et elle lutte pour s'élever au-dessus des tensions et des conflits extra-scientifiques. Ce qui est compréhensible, mais pas pour autant pardonnable.

Récemment, cependant, un autre clivage interne est apparu, lié à des désaccords d'ordre épistémologique. Certains d'entre nous, peut-être une majorité silencieuse insoupçonnée, pensent que la sociologie implique un effort intellectuel destiné à donner une meilleure compréhension des mécanismes et des faits récurrents de la vie en société, par le biais de recherches systématiques et contrôlables au plan méthodologique. Ainsi comprise, la sociologie est proche de la science au sens strict, même si elle a des particularités évidentes qui tiennent des sciences humaines et même de l'art. Si cette conception n'était pas largement partagée, nos Congrès ne compteraient pas autant d'exposés sérieux qui sont le fruit de travaux sociologiques de qualité en provenance du monde entier.

À l'autre extrémité du clivage épistémologique, on trouve une minorité visible déclarée, pour qui la sociologie est un projet révolutionnaire destiné à mobiliser les masses. Cela témoigne aussi du ressentiment à l'égard de la tradition sociologique occidentale dans son ensemble, décriée au profit de « sociologies autochtones » difficiles à définir.

La sociologie comme science contre la sociologie comme action, la sociologie comme savoir universel contre la sociologie comme expérience dépendante du contexte : telles sont les lignes de clivage qui prêtent à controverse. Je suis fermement du côté des premières ; Michael Burawoy me désigne comme le « dernier positiviste »³. Je suis vraiment flatté : je préfère largement être le « dernier positiviste » que le « dernier léniniste ». Les sociologues ne sont pas bons pour faire des révolutions, et ceux qui s'y essaient n'aboutissent qu'à des mascarades, comme d'affubler leurs étudiants de tee-shirts rouges ou de convertir leurs cours en manifestations politiques.

Le plus grand service que peuvent rendre les sociologues aux pauvres, aux exploités, aux laissés-pour-compte et aux exclus de ce monde, est de chercher à comprendre par le biais de solides travaux de recherche les mécanismes sociaux et les faits récurrents responsables de leur sort. Si l'on veut véritablement changer une société inégalitaire et injuste, la première tâche est de la comprendre. Dans l'histoire de la pensée, on se souviendra de Karl Marx non pour son *Manifeste du Parti communiste*, mais plutôt pour *Le Capital*, dans lequel il a étudié les mécanismes de classe de la société bourgeoise. Marx passa l'essentiel de sa vie dans les bibliothèques, non sur les barricades.

Mettre l'accent sur les valeurs scientifiques – la recherche de descriptions appropriées, d'explications fondées, de meilleures interprétations, d'une compréhension plus approfondie de la société, grâce au pouvoir de la raison, de la recherche et d'arguments logiques – comporte un avantage supplémentaire : cela crée un espace où la communauté des sociologues peut tenter de construire un consensus. Les valeurs scientifiques unifient, tandis que les intérêts particuliers – politiques, de classe ou culturels – divisent.

Revenons à notre métier, en laissant la politique aux politiciens et l'idéologie aux révolutionnaires. L'association de sociologie ne devrait pas être un lieu d'affrontement idéologique mais un espace de débat entre spécialistes. Je rêve d'une ISA qui soit plus une société savante qu'un mouvement social, un syndicat ou un parti politique, une ISA où les séances s'apparentent à des colloques scientifiques plutôt qu'à des meetings politiques, où les arguments remplacent les slogans, et où la pensée précède l'action plutôt que de la suivre. Je souhaiterais voir l'ISA unie par les valeurs universelles de la raison et la quête du savoir, au-delà des divisions engendrées par des intérêts divers et particuliers.

Comme le disait Antonio Gramsci, sur les questions sociales, prédire consiste à agir pour faire en sorte que ces prédictions se réalisent. Il est de notre ressort à tous d'éloigner l'ISA du « politiquement correct » et des tendances du moment. Pour paraphraser la citation bien connue – et apparemment chère à notre Président sortant – « Sociologues du monde entier, unissez-vous ». Oui, certes, mais il ne faut pas oublier la ligne qui vient juste après : « Vous n'avez rien d'autre à perdre que vos entraves idéologiques, vous avez le monde entier de la connaissance à gagner ». ■

Toute correspondance est à adresser à Piotr Sztompka <ussztomp@cyf-kr.edu.pl>

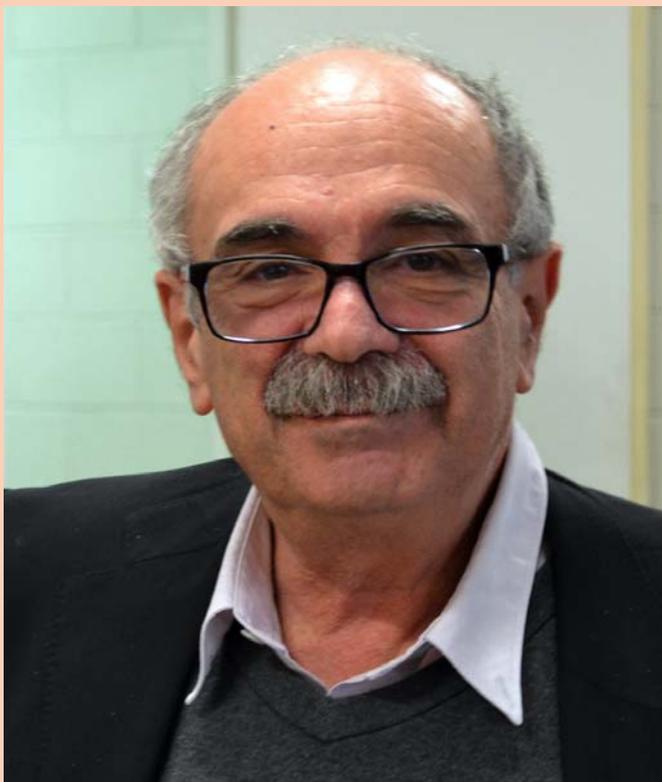
¹ Sztompka, P. (2009) "One Sociology or Many?" Pp.21-29 in Sujata Patel (éd.) *The ISA Handbook of Diverse Sociological Traditions*. Los Angeles : SAGE.

² Sztompka, P. (2007) "Return to Values in Recent Sociological Theory." *The Polish Sociological Review*, 3/159: 247-261.

³ Voir notre débat très animé dans *Contemporary Sociology* 40(4): 388-410.

> La numérisation, la disciplinarité et le mal

Michel Wieviorka, Fondation Maison des Sciences de l'Homme, Paris (France), et ancien Président de l'ISA, 2006-2010



Michel Wieviorka.

J'ai été fier et heureux d'être Président de l'ISA, et cette expérience m'a beaucoup apporté. Quatre ans plus tard, je souhaiterais commencer par trois brèves remarques au sujet de l'Association.

Premièrement, nous avons toujours connu l'ISA comme une organisation ouverte à ces sociologues qui ne pouvaient pas facilement nous rejoindre pour des raisons politiques, comme ce fut le cas des pays communistes pendant la guerre froide, et plus récemment pour l'Association chinoise du fait des problèmes diplomatiques posés par l'intégration de l'Association taïwanaise. Je suis heureux de constater aujourd'hui de réels progrès, dont un intéressant programme pendant notre dernier Congrès sur la

réforme et les transformations sociales en Chine, organisé conjointement par les Sociétés chinoise et japonaise de Sociologie.

Deuxièmement, si nous, en tant que sociologues, reconnaissons l'importance de la diversité culturelle, elle doit aussi s'appliquer parmi nous. C'est la raison pour laquelle, durant mon mandat, j'ai toujours lutté pour le multilinguisme. Nous devrions être capables de communiquer non seulement dans nos trois langues officielles, mais aussi dans d'autres langues, y compris le japonais lorsque nous nous rencontrons au Japon ! À Mexico, en 1982, nous avons seulement deux langues officielles, l'anglais et le français. Mais suite à la forte pression exercée par nos collègues et par les étudiants sud-américains, l'espagnol a été introduit comme troisième langue officielle de l'Association. Et ici, à Yokohama, j'aurais aimé constater un effort plus important pour éviter une régression : nos posters pour ce Congrès étaient uniquement en anglais. Il n'y a eu ni effort ni imagination : par exemple, les sous-titres sur l'écran pendant les sessions d'ouverture étaient uniquement en anglais. Pourquoi pas au moins en japonais ? Aucune traduction simultanée n'a été assurée lors des sessions présidentielles. C'est onéreux, bien sûr, mais les raisons économiques ne sont pas le genre d'arguments que les sociologues devraient accepter sans discussion. Si nous vivons, pensons et lisons seulement en anglais, si nous choisissons un président uniquement issu des universités occidentales, où allons-nous ? Il y a un danger d'occidentalisation de la sociologie, d'ethnocentrisme dans un contexte d'hégémonie occidentale ou américaine. Oui, nous devons critiquer la façon dont il est souvent fait référence à l'universalisme, lorsque cela se révèle en fait être une sorte de domination. Nous devons discuter des valeurs universelles, en vue de les relancer, et non en vue d'imposer un nouvel ordre occidental ethnocentrique à toute la communauté des spécialistes en sciences sociales.

Troisièmement, l'ISA est une institution qui apporte son soutien à la production et à la diffusion du savoir. Oui, nous aimons l'ISA comme espace scientifique et intellec-

tuel, avec par exemple ses Comités de recherche, mais nous avons aussi besoin d'institutions pour développer nos activités individuelles et collectives. La recherche sociologique ne doit être subordonnée à aucune sorte d'intérêt, qu'il soit d'ordre économique, idéologique ou politique. La recherche doit être guidée par la curiosité du chercheur. Il doit y avoir une acceptation du risque, et il faudrait encourager la recherche de pointe. Je ne suis pas opposé aux retombées économiques qui démontreraient que la recherche peut être utile. J'ai longtemps pratiqué ce que Michael Burawoy appelle la « sociologie publique », je veux dire par là que je ne suis pas un universitaire isolé dans une tour d'ivoire. Mais pour produire et diffuser le savoir de manière responsable, nous avons besoin de la liberté d'être réflexifs et critiques – une liberté qui nécessite des institutions qui lui garantissent des conditions de survie. Je voudrais maintenant aborder trois défis auxquels nous avons à faire face en tant que sociologues.

> Le défi de l'ère numérique

Nous nous engageons dans un monde qui a été radicalement transformé par Internet, les nouvelles technologies et le *Big Data*. La sociologie entre dans une nouvelle ère : nos modes de pensée, nos objets, nos méthodes, nos paradigmes, nos outils analytiques, tout est en train de changer. Cela signifie que de nouvelles possibilités existent. Il nous faudra travailler différemment, avec d'autres acteurs issus notamment des lettres, des sciences humaines et des sciences du vivant, avec de nouvelles formes de coopération. L'écriture et l'édition sont en train de changer, et d'amples débats ont lieu sur les modèles économiques applicables aux publications, comme ceux autour du libre accès, ou accès ouvert [*open access*]. Les bibliothèques vont jouer un rôle de plus en plus important mais peu habituel. Au niveau de la production des savoirs, nous serons confrontés à d'autres acteurs qui ont la capacité de mobiliser d'immenses ressources intellectuelles, financières et pratiques. De nouvelles formes d'inégalités vont apparaître, par exemple entre ceux qui ont accès au *Big Data*, ou à des ressources monétaires pour utiliser des algorithmes nouveaux et complexes, et ceux qui n'y ont pas accès. Ces vingt dernières années, nous avons de plus en plus utilisé le terme « global » ; nous sommes désormais en train d'entrer dans une ère fort différente, qui est non seulement globale mais aussi numérique.

> Les dangers de l'hyperspécialisation et de la disciplinarité

Dans le monde entier, notre discipline prend de l'ampleur. Les jeunes chercheurs sont mieux formés – beaucoup mieux, en moyenne, que ceux de ma génération. Ils sont aussi plus ouverts sur le monde. Ils participent à des réseaux, avec un vécu international beaucoup plus déve-

loppé qu'il y a 30 ou 40 ans. Mais ils sont aussi plus spécialisés, souvent impliqués dans l'analyse d'un problème circonscrit, le développement d'une approche spécifique, sans participer en tant que sociologues à des débats d'ordre général, par exemple sur des questions politiques ou historiques. Cela pose un problème : comment pouvons-nous résister à la fragmentation, ou à l'hyperspécialisation ? Comment passer de notre domaine de spécialisation à des sujets de préoccupation généraux ? Ceci est fondamental : il nous faut combiner ou articuler nos intérêts spécifiques avec les débats d'intérêt général au niveau aussi bien mondial que régional, national ou local. En d'autres termes : nous devrions être à la fois des spécialistes en sciences sociales et des intellectuels. Nous ne devrions pas accepter les tendances à l'hyperspécialisation, et c'est pourquoi une association comme la nôtre, et un rassemblement comme notre Congrès, sont si importants. Nous formons une communauté globale en dépit de nos affiliations nationales et institutionnelles ou de nos orientations scientifiques. Certes, dans le passé, certains débats d'ordre général étaient plus idéologiques que scientifiques. Mais nous ne devrions pas laisser des intérêts particuliers empêcher la participation à des échanges d'ordre général.

De même, alors que nous préconisons la multidisciplinarité, nous savons aussi que les universités et nos systèmes universitaires n'aident pas à la promouvoir. Les sociologues devraient être à l'avant-garde pour briser l'isolement des disciplines, pour mettre en question les affiliations disciplinaires et les carrières de chercheurs qui leur sont liées.

> Face au mal

J'ai tendance à être optimiste, à faire confiance aux mouvements sociaux et aux conflits pour produire de nouvelles relations sociales ou transformer les institutions. Mais dans la partie du monde où je vis comme ailleurs, la crise me semble plus puissante que les conflits ou les mouvements sociaux ou culturels. Ce que l'on pourrait appeler les anti-mouvements – la violence, le populisme, le nationalisme, le racisme, la xénophobie, le fondamentalisme ou l'antisémitisme – prennent de plus en plus d'ampleur. Une théorie des mouvements sociaux devrait inclure la production et le rôle des anti-mouvements. En tant que disciple d'Alain Touraine, j'ai toujours suivi cette façon d'analyser. Nous devrions considérer le mal comme faisant partie de notre préoccupation. Oui, l'étude des mouvements sociaux et des anti-mouvements est une priorité pour la sociologie. Nous devons inclure la subjectivité des individus ainsi que les logiques qui induisent l'action collective, et considérer sérieusement les processus de subjectivation, mais aussi de dé-subjectivation. ■

Toute correspondance est à adresser à Michel Wieviorka <wiev@msh-paris.fr>

> Derrière la tomate bon marché, le travail des immigrés en Italie

Mimmo Perrotta, Université de Bergame (Italie)



Des immigrés au travail pendant la récolte de tomates en Italie.
Photo de Tiziano Doria.

D'après ces reportages journalistiques, l'agriculture pratiquée dans le sud de l'Italie se caractérise par des bas salaires, par un contrôle despotique du travail fourni par des ouvriers agricoles forcés de vivre dans la campagne dans des maisons abandonnées ou dans de vastes ghettos et bidonvilles, par un travail aux limites de la légalité, par l'omniprésence de recruteurs de main-d'œuvre agricole (les *caporali* comme on les désigne en Italie), et par les pressions à la baisse sur les prix des produits agricoles et les contraintes imposées aux producteurs locaux par les négociants et les grandes chaînes de supermarchés. En réalité, les conditions de vie et de travail des travailleurs agricoles immigrés ne sont guère meilleures dans les autres pays d'Europe : les immigrés qui travaillent dans l'agriculture connaissent des conditions difficiles dans l'ensemble du continent, à un moment où l'agriculture européenne tente d'égaliser le « modèle californien » d'agriculture intensive – exploitation intensive des immigrés comprise.

Depuis les années 70, le sud de l'Italie est devenu une destination privilégiée pour les immigrés venus d'autres pays. Dans le secteur agricole, d'après les chiffres officiels, il y aurait quelque 110.000 travailleurs étrangers dans le sud de l'Italie, et au moins un nombre équivalent de travailleurs illégaux : des Tunisiens et des Marocains (essen-

En septembre 2013, France 2 diffusait un reportage sur les dramatiques conditions de vie et de travail des travailleurs agricoles immigrés dans la région des Pouilles, dans le sud de l'Italie. Le reportage, intitulé *Les récoltes de la honte*, montrait la récolte et le traitement des tomates et des brocolis cultivés dans les Pouilles et vendus en France dans des grandes surfaces comme Auchan, Carrefour ou Leclerc, et rappelait aux consommateurs français que si les produits alimentaires qu'ils consomment sont bon marché, c'est grâce aux bas salaires de ces travailleurs agricoles.

D'autres médias européens se sont également intéressés aux ouvriers agricoles immigrés qui travaillent dans le sud de l'Italie. En Norvège, une campagne a été lancée pour dénoncer l'exploitation des cueilleurs de tomates dans les Pouilles, ce qui a incité les syndicats et les chaînes de

supermarché norvégien à demander aux syndicats ouvriers et aux syndicats de producteurs italiens de promouvoir des « normes éthiques » dans le secteur de la production agricole. Le magazine britannique *The Ecologist* a publié deux enquêtes intéressantes. La première, datée d'août 2011, retrace la chaîne d'approvisionnement des *pelati* (conserves de tomates entières pelées) : les tomates sont cueillies à la main en Basilicate par des travailleurs africains, traitées par des entreprises comme Conserve Italia et La Doria, avant d'être vendues par des supermarchés britanniques (Sainsbury's, Waitrose, Tesco, Morrison's). La deuxième enquête, datée de février 2012, analyse la situation des cueilleurs d'agrumes à Rosarno (en Calabre), demandant à la société Coca-Cola et à sa marque déposée Fanta Orange de rendre public le prix qu'elles payent aux négociants calabrais pour leurs oranges.

tiellement dans les serres de Sicile et de Campanie), des Indiens (principalement dans l'élevage), des ressortissants d'Afrique subsaharienne et d'Europe de l'Est.

La région des Pouilles et celle de Basilicate, où j'ai mené mes recherches sur le terrain, connaissent toutes deux un pic de demande de main-d'œuvre dans le secteur de la tomate entre juin et octobre, surtout pendant la période de la récolte. Les tomates sont ensuite expédiées dans des conserveries en Campanie pour être transformées en *pelati*, l'un des produits alimentaires italiens les plus connus et les plus exportés. Chaque été, entre 13.000 et 20.000 immigrés, pour la plupart originaires d'Afrique subsaharienne ou de pays d'Europe centrale et de l'Est, affluent en quête de travail. Certains travailleurs d'Afrique subsaharienne sont parvenus jusqu'ici au terme d'épouvantables voyages en traversant le désert du Sahara puis la mer Méditerranée ; ils sont nombreux à suivre les cycles de récolte dans les différentes régions du sud de l'Italie, cueillant en hiver les agrumes en Calabre, et au printemps les fraises en Campanie. D'autres ouvriers agricoles africains, qui travaillaient depuis des années dans les usines du nord de l'Italie, ont un permis de résidence. Licenciés à la suite de la crise économique, ils se battent désormais pour trouver du travail dans les exploitations du sud de l'Italie.

Les ressortissants d'Europe de l'Est sont souvent des résidents permanents. Les Roumains forment le groupe de ressortissants étrangers le plus nombreux. Pendant les périodes de forte demande de main-d'œuvre, beaucoup d'entre eux se déplacent temporairement vers le Sud, en provenance d'autres régions d'Europe ou de leur pays d'origine, avant de rentrer chez eux une fois achevée la saison de la récolte de la tomate. Pendant la période de la récolte, les travailleurs saisonniers vivent à la campagne dans des ghettos. En dehors de rares « interventions humanitaires », ils entrent rarement en relation avec les

syndicats ouvriers ou les institutions locales ; une fois la saison terminée, ils se déplacent vers d'autres ghettos, dans d'autres régions.

Le logement et le recrutement des immigrés sont souvent organisés par des *caporali* – des recruteurs officiels de main-d'œuvre agricole, souvent de la même nationalité que les ouvriers agricoles – qui veillent à ce que les équipes de travailleurs soient bien fournies « juste à temps » aux employeurs qui en ont besoin. Les *caporali* offrent leurs services à la fois aux travailleurs agricoles et à ceux qui les emploient : ils fournissent un logement (temporaire) pendant la saison des récoltes, le transport jusqu'aux champs, aux stations de train et aux supermarchés, ainsi que de la nourriture, de l'eau et du crédit.

Enfin et surtout, les *caporali* supervisent le travail, et ce sont eux plutôt que les ouvriers agricoles que les employeurs payent. Pour chaque grande caisse de 300 kilos de tomates récoltées, un *caporale* touche entre 3,50 et 6 euros ; sur cette somme, il paye alors les travailleurs – après avoir déduit une commission, le coût du transport jusqu'aux champs et tout ce que les travailleurs lui doivent pour leur logement, la nourriture, l'eau et le crédit. Dans ce système de travail à la pièce, les cueilleurs les plus solides et expérimentés peuvent gagner jusqu'à 80 ou 100 euros par jour, mais les plus lents n'obtiennent guère plus de 20 euros.

Les *caporali* tirent leur pouvoir (et leurs bénéfices) de la ségrégation de la main-d'œuvre et de l'absence de « concurrents » : à la différence de ce qui se passe dans d'autres régions d'Italie ou ailleurs en Europe, l'intervention de l'État, au moyen par exemple de quotas de travailleurs saisonniers, d'agences publiques pour l'emploi ou d'intermédiaires privés « reconnus » (coopératives, entreprises de travail temporaire) n'a ici qu'un impact limité. La crise économique a intensifié la concurrence entre travailleurs de différents pays et aux statuts

juridiques différents – une réalité qui rend aussi plus difficile l'organisation de formes d'action collective.

Les travailleurs adoptent diverses stratégies pour faire face aux conditions de travail déplorables, au contrôle despotique sur le travail et aux bas salaires. L'atout principal des Roumains et des Bulgares est leur mobilité : dans la mesure où ils peuvent se déplacer librement en Europe, ils peuvent aller et venir depuis l'Europe de l'Est – où le coût de la vie et les salaires restent plus bas qu'en Europe de l'Ouest – et se déplacer ailleurs en Europe pour chercher un autre travail. À l'inverse, le statut juridique plus précaire des immigrés africains est à l'origine de nombreuses difficultés, et notamment de conflits sur le lieu de travail, d'affrontements « ethniques » (comme dans le cas de la « révolte de Rosarno » en Calabre en janvier 2010) et de conflits du travail (comme lors de la grève des travailleurs immigrés à Nardò, dans les Pouilles en 2011).

En 2014, tous ces conflits, ainsi que les campagnes menées en Europe par les médias, par des ONG, des réseaux militants et des associations de défense des immigrés, ont amené les administrations régionales des Pouilles et de Basilicate à formuler des promesses pour loger les travailleurs agricoles dans des centres d'accueil, à encourager les entreprises à recruter des travailleurs agricoles au travers d'agences publiques pour l'emploi et à créer de nouvelles marques « éthiques » pour les tomates et autres produits agricoles traités. Lors de la campagne de la tomate de 2014, ces interventions se sont soldées par un échec : une fois de plus, les agriculteurs ont préféré recruter leurs cueilleurs par l'intermédiaire des *caporali*, et parmi les travailleurs saisonniers, très peu ont voulu être « logés » dans les centres d'accueil, de peur de perdre l'emploi garanti par les *caporali* dans les ghettos. ■

Toute correspondance est à adresser à
Domenico Perrotta
<domenico.perrotta@unibg.it>

> Grèves dans les coopératives

Les migrants montrent la voie

Devi Sacchetto, Université de Padoue (Italie)



En grève contre les coopératives et contre la Loi Bossi Fini qui criminalise les travailleurs sans papiers.

années 1920, le système des coopératives était si fermement établi, en particulier dans les régions du nord et du centre de l'Italie, que même le régime fasciste n'a pas osé l'éliminer. Cela étant, les coopératives ont proliféré depuis plusieurs dizaines d'années, et leur champ d'action s'est étendu à de nouvelles activités lorsqu'elles ont commencé à intervenir comme sous-traitants de grandes sociétés. Les coopératives ont de plus en plus répondu aux demandes des sociétés qui externalisent des parts importantes de leur activité.

Avec ce changement, les conditions de travail au sein des coopératives ont empiré – aussi bien pour les salariés qui sont membres associés de la coopérative que pour ceux qui ne le sont pas – tandis que la démocratie et la participation coopératives parmi les membres associés et les comités directeurs des coopératives se sont détériorées. Dans toutes les coopératives, la segmentation de la main-d'œuvre en fonction de critères ethniques est souvent la première étape vers un éclatement de la solidarité. En 2011, les effectifs des 43.000 coopératives en Italie s'élevaient à environ 1,3 millions de travailleurs, soit autour de 7,2% des personnes exerçant une activité rémunérée dans le pays. Leur chiffre d'affaires annuel s'élevait à 140 milliards d'euros, soit 7% du PIB italien. Les coopératives sont impor-

La Commission de garantie est la structure qui en Italie supervise et contrôle le droit de grève, et protège les usagers contre les grèves dans ce qu'on appelle les services publics – les transports collectifs, les services de santé de base, les urgences au niveau local et national. En 2013, à la suite de grèves dans le secteur logistique, la Commission a décidé que le lait était un produit de première nécessité. En conséquence, interrompre le transport de n'importe quelle marque de lait – peu importe le nombre de marques qui restent approvisionnées – est considéré comme l'interruption d'un service public de première nécessité. Quand quelques centaines de travailleurs immigrés qui étaient employés par une coopérative

sous-traitante d'une société du nom de Logistica Granarolo – qui est une entreprise italienne du secteur agro-alimentaire ayant son siège à Bologne – se sont mis en grève, la Commission a opposé son veto à cette action, alors que d'autres marques de lait étaient disponibles dans n'importe quel supermarché. Le lait est peut-être un produit de première nécessité, mais la marque Granarolo peut difficilement être présentée comme indispensable.

Les coopératives ont été créées en Italie à la fin du XIX^e siècle comme une manifestation d'autodéfense par des travailleurs qui espéraient échapper aux terribles conditions aussi bien d'exploitation en Italie que d'émigration hors d'Italie. Au début des

tantes dans les secteurs de la logistique, de la grande distribution, de la construction et des services auxiliaires pour les entreprises et les particuliers. Dans le secteur logistique, environ un quart des effectifs est employé par les coopératives, qui fonctionnent comme sous-traitants des entreprises nationales et multinationales. Dans ce secteur, certaines coopératives jouent le rôle de pourvoyeurs légaux de main-d'œuvre temporaire.

De nombreuses entreprises externalisent des segments de plus en plus importants de leur processus de production auprès des coopératives, afin de réduire leurs coûts et d'accroître leur compétitivité, et les coopératives ont de moins en moins la capacité de défendre l'égalité des droits pour les associés de la coopérative, et encore moins pour ceux qui ne le sont pas. Dans de larges secteurs de l'Italie du Nord, les institutions publiques locales, les coopératives et les syndicats sont étroitement liés et adoptent des positions politiques similaires si ce n'est identiques en vue de préserver « la paix sociale » et soutenir les intérêts des industries locales. Les coopératives catholiques et les coopératives anciennement communistes se retrouvent maintenant réunies au sein de la même association, « l'Alleanza delle cooperative italiane » (l'Alliance des coopératives italiennes), qui rassemble plus de 90% de l'ensemble des coopératives italiennes. Toutes doivent se soumettre aux impératifs de la rentabilité. Legacoop, anciennement communiste, et la plus importante Confédération de « l'Alliance », est également propriétaire d'une des plus importantes agences de travail temporaire en Italie, *Obiettivo Lavoro* (Objectif Travail).

Le mouvement des « porteurs » (ouvriers et manœuvres de la logistique) dans les coopératives travaillant pour l'entreprise Granarolo est seulement un exemple parmi toutes les protestations et grèves qui ont affecté l'approvisionnement et les communications dans le nord de l'Italie entre 2011 et 2014. Beaucoup d'entre eux sont des

immigrés d'Afrique du Nord, dont un nombre de plus en plus important a été employé ces dix dernières années par des coopératives sous-traitantes. Dans certains cas, des immigrés ayant fait grève ont été licenciés. Ils courent le risque de perdre leur droit de séjour en Italie, et de devenir ainsi du jour au lendemain des étrangers sans papiers.

Le premier mouvement important de protestation a commencé à Plaisance, non loin de Milan, pendant l'été 2011, lorsque des travailleurs, pour la plupart des immigrés, travaillant dans des coopératives de sous-traitance pour une importante société de transport, ont cessé le travail pour demander des augmentations de salaire et se plaindre de l'accroissement des rythmes de travail et du manque de droits. Les syndicats officiels italiens ont tenu les grévistes en suspens. Cependant, la grève dans cette coopérative sous-traitante a été un succès : les travailleurs ont réussi à obtenir un contrat national, des augmentations de salaire, des congés et une indemnisation en cas de maladie – un succès qui a inspiré les actions revendicatives qui ont suivi.

Le plus important mouvement a eu lieu en 2012, dans un entrepôt d'Ikea à Plaisance. Des travailleurs de la coopérative, la plupart originaires d'Afrique du Nord, ont réclamé des salaires plus élevés, un ralentissement du rythme de travail, et un contrat de travail en bonne et due forme. Les travailleurs se sont mis en grève et ont organisé un sit-in devant l'entrepôt d'Ikea. Les forces de police sont intervenues, s'en sont pris aux travailleurs et ont dispersé le sit-in. Après quelques mois d'action revendicative discontinuée et de sit-in à travers l'Italie devant les magasins d'Ikea, les travailleurs ont réussi à obtenir une amélioration de leurs conditions de travail. Leur exemple s'est aussitôt propagé à d'autres magasins d'Ikea. Ce mouvement s'est caractérisé par des arrêts de travail, des manifestations et des sit-in remarquables au niveau de nombreux carrefours de circulation du cœur de l'Italie industrielle, notamment à Plai-

sance, Bologne, Padoue et Vérone. Des étudiants, de jeunes travailleurs occasionnels et des militants appartenant à des organismes sociaux de gauche, ont apporté leur soutien aux travailleurs durant les grèves et manifestations, en protestant en particulier contre l'utilisation des coopératives comme pourvoyeurs de main-d'œuvre temporaire bon marché. Néanmoins, le succès de ce mouvement est en grande partie attribuable aux canaux de communication au sein des quartiers nord-africains, et à l'inspiration tirée des manifestations de masse du printemps arabe.

De nombreux travailleurs immigrés connaissant parfaitement les cycles de production dans les coopératives sous-traitantes, ont ainsi été capables de réduire au minimum les pertes de salaire tout en maximisant les dommages économiques pour les entreprises. De plus, ils avaient des liens étroits avec la base syndicale et activiste. Mais de nombreux travailleurs immigrés sont aujourd'hui à la recherche de nouveaux moyens de s'organiser, car ils constatent que les syndicats traditionnels s'occupent de maintenir le statu quo, tout en permettant aux dirigeants d'externaliser leurs activités. Il n'est pas étonnant que des travailleurs veuillent se débarrasser du circuit des coopératives sous-traitantes, au motif qu'« il vaut mieux affronter directement l'entreprise ».

Cependant, il semble que ces événements n'aient pas suscité une remise en question au sein du mouvement coopératif italien dans son ensemble, malgré la conviction largement répandue parmi les activistes que la sous-traitance a peu à voir avec les coopératives traditionnelles. En bref, le mouvement coopératif en Italie s'est considérablement écarté de ses objectifs et idéaux initiaux. Les travailleurs immigrés sont en train de rappeler à tous cette divergence – et le 16 octobre 2014 une autre grève générale des travailleurs du secteur de la logistique a rencontré un grand succès. ■

Toute correspondance est à adresser à
Devi Sacchetto <devi.sacchetto@unipd.it>

> Les jeunes hommes italiens face à la crise économique

Luisa M. Leonini, Université de Milan (Italie)

Michael, 22 ans, travaille depuis près d'un an dans un célèbre bar à vins d'un quartier branché de Milan. Il y a été embauché comme serveur en contrat à durée déterminée – un travail qu'il a trouvé sur les réseaux sociaux. Son père est vendeur dans un magasin du même quartier. Bien que son travail consiste principalement à « préparer des apéritifs », Michael a le sentiment de « progresser » et d'être de plus en plus spécialisé et compétent dans son domaine. Il a notamment exprimé sa gratitude envers son employeur, qui lui enseigne les rudiments du métier de sommelier. Dans l'esprit de Michael, ce job est un premier pas, son intention étant de suivre une formation professionnelle pour obtenir une qualification officielle de sommelier. Globalement, Michael est satisfait de son travail actuel, qui lui permet de mettre chaque mois un peu d'argent de côté et d'envisager de monter, un jour peut-être, sa propre affaire.

Interviewé sur ce qu'il entend par « âge adulte », Michael a répondu comme suit :

Michael : Devenir adulte, cela signifie d'abord la responsabilité. Être responsable. Parce que n'importe qui peut dire « Je suis un adulte, j'ai 21 ans, j'ai une voiture ». Mais ça ne veut rien dire ! On n'est pas adulte tant qu'on ne sait pas bien ce qu'on

veut faire de sa vie. On n'est pas adulte tant qu'on ne... je ne sais pas comment dire ça... pour moi, l'âge adulte, ça a à voir avec le travail, vous savez, le travail et la responsabilité, au sein de la famille. Par rapport au reste de mes amis, par exemple, je pense que je suis plus mûr.

Chercheur : Qu'entendez-vous par « mûr » ?

Michael : Être mûr, ça veut dire aussi être adulte pour moi... Parce que je m'occupe de ma famille, je paie les factures, je m'occupe des jeunes enfants de ma sœur, je fais la cuisine, je fais le ménage à la maison, et je travaille ! Vous savez, il n'y a pas beaucoup d'hommes de mon âge qui font ça ! Mais, surtout, j'ai des ambitions, parce que je voudrais monter ma propre affaire et j'essaie de me donner les moyens d'y arriver.

Michael, comme d'autres personnes interviewées, définit l'âge adulte d'un point de vue relationnel, comme la capacité à s'occuper des autres, à accepter les responsabilités pour lui-même et vis-à-vis de sa famille. Ce discours sur l'âge adulte s'oppose à la frivolité de la jeunesse dans les domaines de la consommation et des activités sociales. « L'enveloppe globale » qui définit traditionnellement un homme adulte respectable en fonction du travail, de la famille et de la paternité, trouve un écho réel

chez Michael. Ce discours particulier se trouve cependant renforcé par la position particulière qu'il occupe dans sa famille : en raison de la séparation de ses parents et de la grossesse précoce de sa sœur, Michael a le sentiment d'être le membre de sa famille le plus à même de contribuer au bien-être familial. Dans un contexte qui lui permet difficilement de connaître les frivolités de la jeunesse qui caractérisent la vie de ses amis – et dans la mesure où il a réussi à conserver un travail relativement stable et bien payé –, Michael perçoit les difficultés et les efforts liés à son rôle dans la famille comme des indicateurs positifs de sa condition d'adulte et d'homme.

Par rapport à la plupart de ses amis, et dans le contexte actuel de crise économique, Michael occupe une place relativement privilégiée sur le marché du travail, qui lui donne la possibilité de mettre de l'argent de côté et d'imaginer un avenir où ses économies pourront se convertir en un capital économique et symbolique.

Un autre groupe de jeunes hommes que nous avons interviewés ont une vision de l'âge adulte fort différente. Contrairement à Michael, ils définissent l'âge adulte comme permettant de devenir autonome dans le domaine des loisirs et de la consommation. Ils rejettent l'idée d'épargner, et mettent l'accent sur le fait que devenir un homme revient à apprendre

“ la consommation est le domaine principal où acquérir l’estime de soi et la reconnaissance ”

à « s’en sortir » au jour le jour, et à s’adapter à des conditions de vie et de travail incertaines et précaires. Quoique leur discours peut changer quelque peu, dans la mesure où ils attachent également de l’importance à la conception traditionnelle de l’âge adulte, ils insistent sur le fait que devenir adulte signifie prendre conscience que « chaque jour qui passe est peut-être le dernier ». Comme le groupe précédent, ces jeunes hommes se caractérisent par un faible niveau d’études (et souvent par une scolarité marquée par des interruptions) ; ils travaillent généralement dans les secteurs de l’économie qui ont été les plus touchés par les effets de la récession, ou exercent des métiers peu qualifiés – ouvriers du bâtiment, concierges, serveurs, déménageurs, etc. – et donc exposés à une forte précarité.

Notre hypothèse, qui mériterait cependant d’être étudiée de manière plus approfondie, est que pour ce groupe, l’entrée dans la vie adulte s’est définie en fonction des possibilités qui leur ont été offertes.

Federico : Je travaille dix heures par jour, cinq jours par semaine. Ce sont dix heures de plus que ce que stipule mon contrat. Et vous savez combien je gagne ? 600 euros par mois. Je ne vois aucune perspective d’avenir dans le secteur de la coiffure, à moins de monter mon propre salon de coiffure. Bon, ça ne fait qu’un an que je travaille là, mais ma collègue, qui y travaille depuis 18 ans, touche 1.300 euros, et on ne peut pas vivre décemment avec 1.300 euros !

Chercheur : Que faites-vous avec ce que vous gagnez ?

Federico : Je me suis d’abord acheté une voiture ! Et puis j’ai dépensé mon argent en vêtements. Je vois quelque chose qui me plaît, et je l’achète, je ne réfléchis pas à deux fois... Je trime pour gagner un salaire de misère. C’est mon argent, alors je sors et je m’achète quelque chose...

Chercheur : Est-ce que vous arrivez à mettre de l’argent de côté ?

Federico : Si j’arrive à mettre un peu

d’argent de côté, je l’emploie pour mes tatouages, c’est ma passion. J’espère me faire faire un tatouage sur tout le bras, mais vous savez, les tatouages ça coûte cher [il rit].

Pour ce dernier groupe de jeunes travailleurs, la consommation et les loisirs sont des secteurs importants d’investissement, qui leur permettent de développer des identités d’adulte sous une forme individualiste, en leur donnant un sentiment de compétence et de plus grande autonomie. Bien qu’il puisse sembler contradictoire que des bas salaires et des perspectives réduites d’emploi conduisent ces jeunes gens à exalter la consommation et l’incapacité à épargner – étant donné le champ des possibilités et des difficultés qui se présentent à eux –, peut-être la consommation est-elle le domaine principal où ces jeunes adultes peuvent acquérir l’estime d’eux-mêmes et la reconnaissance, où ils peuvent expérimenter le sentiment adulte d’une capacité à être indépendant et autonome. ■

Toute correspondance est à adresser à Luisa Leonini <luisa.leonini@unimi.it>

> Le travail freelance en Italie

Alessandro Gandini, Université de Milan (Italie), membre du Comité de Recherche de l'ISA sur la Sociologie des Groupes professionnels (RC52)



À Turin, un espace de co-working pour freelancers en quête d'un cadre communautaire de travail.

Dans les dernières décennies, l'essor des industries créatives et culturelles a entraîné dans son sillage l'apparition d'un grand nombre de professions essentiellement liées aux médias, souvent désignées comme la « classe créative ». Aujourd'hui, ces nombreux professionnels ont convergé vers les carrières en freelance et le travail sur projet, parfois faute d'autres alternatives, mais aussi, de plus en plus,

>>

par choix personnel, afin de trouver dans un contexte précaire un équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

À Milan, les professions exercées en freelance dans les industries du savoir et de la création sont tout à fait représentatives de l'essor des professionnels dont les activités sont centrées sur l'innovation et l'attractivité. Il est important de noter que l'acquisition d'une réputation apparaît comme un élément essentiel de la réussite professionnelle. Ces journalistes, consultants, experts en communication, vidéastes – tous des profils professionnels de « freelancers » qui se situent eux-mêmes à mi-chemin entre la précarité et l'entrepreneuriat – doivent mettre en œuvre des pratiques d'autopromotion pour mettre en branle le circuit de « l'économie de la réputation » requis pour trouver du travail et s'établir avec succès dans le milieu. Ceci se fait essentiellement par le biais de contacts directs et en étant présent et actif sur les réseaux sociaux, l'activité numérique prenant une place toujours plus centrale du fait que les contacts se font de plus en plus à distance. Mais ces efforts pour asseoir sa réputation se traduisent souvent par un « travail extrême » – de longues heures de travail ainsi que de fortes pressions pour être rentable – qui bouscule notre perception habituelle de la qualité du travail et de la satisfaction au travail dans ce secteur.

L'expansion rapide du travail freelance apparaît clairement dans les données globales sur l'emploi en Europe. Le travail freelance répond à une aspiration de plus en plus répandue à une vie professionnelle indépendante et auto-organisée, tout en offrant des avantages économiques « classiques » qui expliquent son succès.

Plus de dix ans ont passé depuis la diffusion en fanfare de l'idée d'une « classe créative ». Une décennie entière de politiques prétendant favoriser l'activité entrepreneuriale individuelle de travailleurs « créatifs » dans l'industrie du savoir a abouti à un marché du travail essentiellement composé de professionnels qui travaillent en freelance et sur projet, surtout dans les grandes villes, en équilibre instable entre précarité et auto-entrepreneuriat. Milan est sans aucun doute un exemple paradigmatique de cette évolution.

> Le travail freelance à Milan

Les travailleurs freelance interrogés pour cette étude sont des citoyens âgés de 19 à 60 ans qui exercent leur activité professionnelle en indépendants dans les domaines du savoir et de la création – dans la communication, les relations publiques, les médias et le design. Ces « freelancers » – à savoir, des personnes qui travaillent sur commission et avec contrat de travail, à différents niveaux – font état de revenus bruts annuels moyens qui tournent autour de 32.000 euros. Cette moyenne masque cependant une polarisation importante des revenus : parmi les personnes

interrogées, plus de la moitié avait des revenus nettement inférieurs à 30.000 euros par an.

À Milan, travailler en freelance est souvent perçu comme un pis-aller, les emplois salariés classiques restant l'option privilégiée par la majorité. L'une des personnes interrogées, une femme d'une quarantaine d'années qui travaille comme consultante en relations publiques, considère le travail freelance comme une stratégie pour moins payer les employés, et laisse entendre que derrière l'aspect « cool » du travail, se cachent généralement des conditions de travail abusives. De même, un pigiste d'une vingtaine d'années parle du travail en freelance à Milan comme d'une « situation à éviter ».

Néanmoins, certaines des personnes interrogées ont présenté le travail en freelance comme offrant plus de liberté et de possibilités d'organiser son travail à sa guise – deux aspects du travail en freelance considérés comme très avantageux. Selon une femme d'âge moyen travaillant dans la communication, travailler en freelance signifie récupérer du temps pour soi, dans la mesure où une forte prise de conscience du lien qui existe entre les relations personnelles et professionnelles permet de trouver un juste équilibre entre vie privée et vie professionnelle.

> Une « économie de la réputation »

Le travail en freelance recouvre une dimension de « socialisation » qui nécessite qu'une part significative du travail se fasse via la gestion des relations sociales, le bouche à oreille, les recommandations, les références et, en fin de compte, la réputation personnelle au sein des réseaux professionnels. En effet, la réputation personnelle au sein des réseaux professionnels du travailleur freelance apparaît comme l'élément déterminant de sa réussite et de son ascension professionnelles. L'importance de ces réseaux explique la large place que les freelancers accordent aux pratiques d'autopromotion afin de développer de manière avantageuse leur image d'« auto-entrepreneur ».

Une consultante de 48 ans expliquait par exemple que sa réputation dans son milieu professionnel s'est révélée déterminante quand elle a cherché à « se réinventer » après avoir dû, en pleine crise économique, démissionner de son précédent poste. Elle a commencé par établir des contacts et nouer des relations avec les personnes qu'elle estimait être les plus importantes et réputées dans la profession. Ce « travail relationnel » lui a permis d'obtenir un premier projet, avant de lui assurer, grâce à son ample réseau de contacts, un apport régulier de travail. Une partie du travail lui parvenait aussi directement des réseaux sociaux, du fait que les employeurs pouvaient trouver son profil bien mis en valeur sur LinkedIn, auquel elle ajoutait une gestion professionnelle de Twitter. Les tâches quotidiennes des travailleurs freelance dans l'économie du savoir sont par conséquent fort

différentes des obligations traditionnelles associées aux emplois salariés.

Dans la mesure où ces carrières « portefeuille » et « sans frontières » prolifèrent dans l'industrie du savoir, le degré d'intégration du travailleur freelance dans des réseaux sociaux où l'information circule essentiellement à travers le bouche à oreille devient crucial pour développer les opportunités de trouver du travail. Il est devenu indispensable d'avoir une image professionnelle sur les réseaux sociaux pour réussir sa vie professionnelle, dans la mesure où l'univers numérique contribue à instaurer et développer des pratiques qui permettent d'entretenir une réputation à distance.

> La réponse se trouve-t-elle dans le co-working ?

À un moment où les grandes entreprises ont moins recours à l'embauche de travailleurs créatifs, les travailleurs indépendants et freelance sont appelés à trouver de nouvelles modalités pour établir collectivement des relations et gérer leur capital social – des relations qui, à leur tour, déterminent les possibilités de recrutement et d'emploi.

Cependant, ceci entraîne également une augmentation du travail à domicile. Bien qu'un certain nombre de personnes interviewées jugent cette situation satisfaisante, chez de nombreux travailleurs elle suscite une volonté diffuse de se libérer de la routine aliénante du travail à domi-

cile. C'est là que de nouveaux modes d'organisation apparaissent, comme ceux adoptés par un jeune professionnel qui explique sa décision de partager avec son associé un appartement qui leur sert à la fois de logement commun et de siège pour leur *startup*.

De nouvelles formes urbaines de regroupement semblent émerger dans les villes pour répondre à certains des aspects problématiques de la condition du travailleur freelance. L'essor des espaces de co-working en est l'illustration la plus manifeste. Cette modalité offre aux travailleurs indépendants un espace partagé où ils peuvent louer un bureau et les équipements qui vont avec, tout en établissant des contacts avec d'autres travailleurs freelance. À Milan, les espaces de co-working se multiplient, à l'instar de ce qui se passe dans d'autres grandes métropoles. Il existe différents types d'espaces de co-working : certains sont de petits locaux de quartier, où se concentrent des personnes qui travaillent dans la publicité et les relations publiques ; d'autres font intervenir des entreprises à plus grande échelle, qui appliquent des modèles de franchisage où sont mises en valeur l'entreprise sociale et l'innovation sociale. Dans ces espaces de co-working, les travailleurs ne se contentent pas de partager un espace : ils développent aussi ce qu'ils revendiquent comme une « approche *open source* du travail » qui permet d'établir des liens communautaires. ■

Toute correspondance est à adresser à Alessandro Gandini
<alessandro.gandini@unimi.it>

> Les sables mouvants du sectarisme au Liban

Rima Majed, Université américaine de Beyrouth (Liban)



Au Liban, des manifestants défilent contre le sectarisme, sous le mot d'ordre de « Laïque Pride », en double référence à la laïcité et à la Gay Pride.

déconcertants : les deux nouvelles coalitions intégraient des formations qui avaient été de farouches ennemis quelques années auparavant. La coalition anti-syrienne comprenait de nombreux membres, appartenant principalement aux communautés chrétienne, druze et sunnite. Alors que les contre-manifestations des pro-Syriens comprenaient surtout des chiites qui ont rallié le mouvement du Hezbollah et le parti Amal, avant d'être rejoints un an plus tard par le parti majoritairement chrétien du Courant patriotique libre. C'était la première fois depuis la guerre civile de 1975-1990 que le principal parti chrétien et le principal parti musulman se mobilisaient ensemble autour d'une cause politique.

« La situation a radicalement changé au Liban... Les ennemis d'hier sont devenus les alliés d'aujourd'hui et vice-versa... La rupture entre chiites et sunnites est le changement le plus sensible... surtout après l'assassinat de Rafic Hariri... Avant, ce type de débat n'existait vraiment pas... Après tout, nous étions des musulmans et nous nous battions contre le projet politique des chrétiens dans le pays... Aujourd'hui, certains chrétiens sont nos alliés et c'est le projet politique des sunnites que nous combattons. »

Hassan, un combattant chiite du parti Amal¹

Bien que le sectarisme implique en général des relations sociales et politiques organisées selon des principes rigides et sectaires, ces relations, au Liban, ont changé en peu de temps. La rapide reconfiguration des dichotomies sectaires soulève d'importantes questions. Qu'est-ce que le sectarisme et qu'est-ce que cela signifie dans le contexte libanais ? Comment les dichotomies sectaires peuvent-elles changer si rapidement dans un pays où le système politique repose sur un équilibre rigide des pouvoirs entre les différents groupes ?

L'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, le 14 février 2005, a déclenché un séisme politique qui a reconfiguré les clivages politiques et sectaires au Liban. Cela a provoqué la plus grande manifestation qui ait jamais eu lieu dans le pays, le divisant en deux camps : « la coalition du 8 mars », qui a réaffirmé son alliance avec la Syrie et accusé les États-Unis et Israël d'avoir assassiné Hariri ; et « la coalition du 14 mars » qui a accusé directement le régime syrien d'avoir été complice de l'assassinat. Au début, les événements qui ont suivi l'assassinat de Hariri paraissaient

Bien qu'au début l'attention se soit principalement portée sur la réconciliation entre les deux groupes confessionnels, il est vite apparu que la division qui s'accroissait dans le pays était celle qui séparait les « sunnites » et les « chiites ». En mai 2008, la crise politique dans le pays est devenue incontrôlable. Le 7 mai, les combattants du Hezbollah et leurs alliés se sont mobilisés pour s'emparer de Beyrouth, la capitale. La violence s'est rapidement étendue aux autres régions du pays, dont celles de Tripoli et du Chouf qui ont connu les affrontements les plus violents. Bien

>>>

que de nombreuses factions (à base druze, chrétienne et alaouite, en plus des partis politiques non constitués sur une base sectaire comme le Parti social nationaliste syrien) aient été impliquées dans ces affrontements, la violence continuait en général à être caractérisée comme un conflit entre sunnites et chiites.

Au Liban, le sectarisme et la politique sont les deux facettes d'un même problème. L'organisation politique de la société suivant des divisions sectaires clairement définies et l'adoption de la démocratie consociative comme base du système politique ont conduit à imbriquer la politique et les identités sectaires. De plus, la plupart des partis politiques sont rattachés à des communautés sectaires bien définies, ce qui facilite la transformation des conflits politiques en conflits sectaires. Cependant l'importance des divisions sectaires dépend principalement de la capacité des groupes qui s'opposent à rivaliser en termes de taille, de pouvoir politique, de capacité économique ou de puissance militaire.

Bien que la plupart des analyses de la société libanaise se focalisent sur la question du sectarisme, celles-ci n'arrivent généralement pas à déterminer les facteurs politiques et économiques qui, au Liban, suscitent le sectarisme. Alors que toutes les identités sectaires peuvent être pertinentes au plan social, seules certaines d'entre elles deviennent importantes au plan politique. En d'autres termes, pour comprendre la dynamique de la société libanaise, ce qui compte ce n'est pas le sectarisme en soi, mais plutôt la politisation du sectarisme.

Même au niveau individuel, les identités sectaires vont au-delà des appartenances religieuses et ont une claire connotation politique et sociale. Dire dans le contexte libanais que quelqu'un est « sunnite » ou « chiite » ne fait pas seulement référence à

l'origine religieuse : cela indique plus essentiellement une appartenance politique, une appartenance sociale et une fidélité communautaire. Les identités sectaires et politiques sont souvent interchangeables. C'est ce qui explique pourquoi l'identité chrétienne a cessé aujourd'hui d'être pertinente dans le débat sectaire au sens large, bien qu'elle reste pertinente au plan social. Le fait que la communauté chrétienne soit politiquement divisée entre coalition du 8 mars et coalition du 14 mars l'a rendue moins importante dans le contexte de polarisation politique du pays. Cet exemple montre que la nature des clivages sociaux au Liban et les lignes de partage qui les définissent changent en permanence, et que les identités sont constamment dans un processus de définition et de redéfinition au fur et à mesure que les frontières politiques évoluent – un constat qui remet radicalement en question le point de vue « originel » selon lequel le sectarisme serait inné et immuable.

Bien que l'assassinat de Hariri ait constitué un tournant qui a reconfiguré les relations sectaires préexistantes, les racines de ce changement reposent principalement dans le changement des variables internes socio-économiques et politiques, en plus des changements géopolitiques au Moyen-Orient et du rôle de puissances externes comme l'Iran, l'Arabie saoudite, la Syrie, Israël et les États-Unis. Le déclin de la pertinence du schisme historique entre « chrétiens » et « musulmans » au Liban et la montée du clivage entre « sunnites » et « chiites » peuvent être attribués à l'affaiblissement politique des « chrétiens » et à la montée en puissance du pouvoir « chiite ».

L'accord de Taëf qui a mis un terme à la guerre civile en 1990 a nécessité un amendement de la constitution afin de donner plus de pouvoir politique aux « sunnites » et plus de pouvoir militaire aux « chiites », et

de marginaliser les « chrétiens » en réduisant le rôle du Président de la République. Des facteurs socio-économiques ont également contribué à reconfigurer le discours sectaire. L'ascension sociale de la communauté chiite par le biais de l'urbanisation et de l'émigration a apporté à l'économie libanaise de nombreuses figures d'investisseurs et d'acteurs de premier plan. De même, la politique néo-libérale de reconstruction qu'avait engagée Hariri après la guerre civile, a permis de restructurer à Beyrouth les relations entre classes sociales, créant ainsi une nouvelle classe d'élites économiques qui a émergé au détriment des vieux propriétaires et hommes d'affaires de Beyrouth (principalement des chrétiens et des sunnites). Outre le pouvoir politique qui leur a été octroyé par l'accord de Taëf, les communautés sunnites et chiites au Liban sont apparues à l'issue de la guerre civile comme les deux plus puissants groupes à même de rivaliser pour le pouvoir.

Comme partout, le conflit libanais est essentiellement économique et politique. Un conflit prend différentes formes quand il se conjugue avec des questions d'identité, mais ce croisement n'en devient pas pour autant une guerre des identités. Le fait de prendre conscience de la nature changeante du sectarisme et d'analyser les facteurs structurels qui rendent le sectarisme plus ou moins important politiquement à un moment précis et non à d'autres, est fondamental pour pouvoir analyser toute société fragmentée. Il est clair qu'une telle approche est aujourd'hui nécessaire pour analyser les conflits dans le monde arabe ainsi que la montée de mouvements extrémistes comme l'État islamique en Irak et en Syrie. ■

Toute correspondance est à adresser à Rima Majed <rma_majed@hotmail.com>

¹ Hassan est le pseudonyme de l'une des personnes que j'ai interviewées. Il a participé à la guerre civile de 1975-1990 et est à nouveau descendu dans la rue lors du violent épisode de mai 2008.

> Au Liban, « l'amère culture » d'une zone de guerre

Munira Khayyat, Université américaine du Caire (Égypte)



L'enfilage des feuilles de tabac fraîchement cueillies pour les faire sécher repose presque exclusivement sur le travail des femmes, des enfants, et parfois des personnes âgées. Photo de Munira Khayyat.

La rupture à l'œuvre dans le monde arabe est si violente – en particulier dans ce coin perturbé de la Méditerranée orientale où les guerres en Syrie et en Irak continuent de faire rage, et irradient vers l'extérieur – qu'il est difficile, voire impossible, de prêter attention à la simple continuité des rythmes et des pratiques, au cycle des activités qui sous-tendent le

>>

combat quotidien pour survivre dans un environnement inhospitalier, pour ne pas dire invivable. L'un de ces cycles remarquablement présents est celui de la récolte de tabac de cette année, qui couvre déjà d'un vert intense les collines du Sud Liban, annonçant déjà le cœur de l'été. Les mois de juin, juillet et août correspondent à la saison du tabac dans les zones montagneuses et arides du Sud Liban, et cela depuis des siècles. Malgré des périodes répétées de rupture, la récolte du tabac a permis aux habitants des ces contrées difficiles de résister à l'adversité et subsister.

Appelé « l'amère culture », le tabac est cultivé sur les propriétés qui recouvrent les collines du Sud Liban pour le compte du monopole d'État, la *Régie libanaise de Tabacs et Tombacs*, plus connue sous le nom de *la Régie*. Oui, le tabac est un produit vil et cancérigène, gourmand en main-d'œuvre et une source d'exploitation. Des organisations humanitaires ou de défense de l'environnement traversent le Sud Liban en préconisant de remplacer le tabac par des cultures comme le thym, ou installent des infrastructures emblématiques et vite abandonnées telles que des bassins de récupération d'eau pour des formes « alternatives » d'agriculture. Les habitants à la frontière du Sud Liban ne renonceront pas au tabac ; pour eux, la culture du tabac est synonyme de *vie* : il n'est pas possible de renoncer au revenu qu'il procure dans un tel contexte général d'insécurité. C'est un élément vital (et amer) de la vie des habitants de cette zone frontière si souvent violée tout au long de ces années de conflits, d'invasions, d'occupations, d'abandon et d'écrasante violence structurelle.

La culture du tabac est aujourd'hui en plein essor. Depuis le dernier épisode de guerre en 2006 (connu au Liban comme la « Guerre de juillet »), le tabac a bénéficié d'une croissance sans précédent – en dépit du fait que dans les dernières heures de cette offensive particulièrement violente qui a duré un mois, l'aviation israélienne a largué des millions de bombes à fragmentation sur tout le Sud Liban, dans un acte d'agression contre une région qui est à la fois une artère vitale et une source de revenus. La récolte de cette année-là a été brûlée, ruinée, et s'est fanée sur pied. Mais même après cette dévastation, les habitants du Sud Liban ont réinvesti toutes leurs forces pour rétablir leurs cultures.

Aujourd'hui, les champs de tabac gagnent tout le Sud, là où s'étendaient dans le passé des oliveraies et des vergers d'agrumes. À une agriculture de subsistance a succédé une dépendance grandissante à l'égard de marchandises achetées dans le commerce (car « le tabac ne se mange pas »). Dans un paysage parsemé de mines antipersonnel, de bombes à fragmentation, d'infrastructures militaires et de zones interdites, le tabac est également en train de prendre le dessus sur le bétail qui a besoin d'être gardé sur un terrain de plus en plus militarisé. Plus que jamais, le Sud repose sur une

culture qui est une denrée de plus en plus marginalisée et diffamée, limitée et régulée sur le marché mondial.

Le tabac est une plante résistante qui prospère dans les zones montagneuses et arides. Pendant son bref cycle de vie (de février à avril pour les semis, de mai à août pour la culture en plein champ), il absorbe la rosée du petit matin et ne nécessite donc pas d'irrigation. Le tabac est d'autant plus adapté à une culture dans les zones rurales pauvres qu'il ne nécessite aucune infrastructure ni aucun espace spécifiques : il est cultivé dans des maisons à moitié construites (ou à moitié détruites), dans les jardins attenants aux maisons, les terrasses à flanc de colline, les parcelles de terre irrégulières et souvent rocailleuses. Il bénéficie d'une main-d'œuvre facilement accessible sur place. Ce sont les femmes, les enfants et les habitants âgés des fermes des « villages de la ligne de front », car les hommes valides travaillent en ville ou à l'étranger. La population qui est restée sur place dans ces villages largement dépeuplés travaille de manière intensive à la récolte du tabac afin d'assurer, année après année, un minimum de revenu supplémentaire à la famille.

Seuls ceux qui détiennent une licence – de ces précieuses licences délivrées en nombre limité – peuvent cultiver ou vendre du tabac. Avant la mobilisation des travailleurs sur la question du tabac dans les années 60 et 70, les licences de tabac étaient concentrées dans les mains de propriétaires tout-puissants qui possédaient la majorité des terres. Les petits exploitants d'aujourd'hui sont les descendants des métayers qui autrefois travaillaient la terre. Lorsque la guérilla à la frontière sud du Liban s'est embrasée dans les années 60 et 70, nombreux furent les propriétaires qui partirent s'installer en ville. « Leurs » paysans, qui étaient restés sur les terres, ont utilisé les fonds envoyés par les réseaux d'émigrés en Afrique, Amérique latine, Australie et ailleurs, pour acheter des petites parcelles de terre, et acquérir aussi par la suite des licences de tabac. De nombreux paysans sont restés dans les parages et ont résisté aux invasions, à 22 ans d'occupation israélienne de la bande frontalière, à la période qui a succédé à l'occupation, et à la guerre de 2006. Pendant tout ce temps, ils ont cultivé le tabac et gagné un semblant de contrôle sur la production de tabac en parvenant à maintenir les licences hors de portée des puissants.

Qu'est-ce qui explique le succès du tabac le long de la frontière sud du Liban ? Pourquoi le tabac, cette « amère culture », est-il le fidèle allié des oubliés, des opprimés et des pauvres ?

D'une part, il faut parler de ce qui marche, et de qui travaille. La démographie et la géographie, de même que les rythmes spatio-temporels du Sud Liban, créent un environnement où la culture du tabac peut prospérer – et

avec elle, la vie sur ces terres par ailleurs inhospitalières peut continuer. D'autre part, le succès de cette culture est organisé et rendu possible par l'État libanais, qui réalise d'énormes bénéfices sur le marché mondial du tabac en échange d'un pacte présenté comme un contrat généreux sur le plan social : l'État paye un prix fixe (8 à 13 dollars le kilo) aux exploitants titulaires d'une licence, quelles que soient les fluctuations des prix à l'international.

Ce contrat est à la fois aimé et détesté par ceux qui cultivent le tabac : le revenu garanti les lie à une industrie qui exploite et détruit mais constitue une immense source de profit. L'État libanais présente sa « subvention tabac » en termes d'accompagnement pour les citoyens les plus démunis, mais il est bien content d'empocher les énormes profits provenant de ses exportations au niveau mondial.

Deux types de discours se dégagent au sujet du tabac libanais. Le premier parle de la vie, du travail et de l'amour : de nombreux habitants du Sud Liban qui ont réussi attribuent leur succès au fait que leurs familles ont pu cultiver du tabac, et utiliser l'argent pour les envoyer à l'école. Ceux qui exploitent les cultures – dont une majorité écrasante de femmes – parlent avec fierté de leur savoir-faire en matière de récolte, de tri, d'enfilage, de séchage et d'assemblage des feuilles de tabac. À leurs yeux, leur tabac est « le meilleur du monde ».

Le deuxième type de discours est rapporté par ceux qui achètent la récolte, les représentants de la Régie, qui parlent au contraire de qualité inégale, voire douteuse. Ils déplorent de devoir acheter la récolte à des familles à travers tout le sud – une denrée peu fiable qui est triée à nouveau et réemballée, et ensuite conservée dans des entrepôts pendant de longues périodes tandis que le pouvoir qui détient le monopole négocie les contrats avec les producteurs mondiaux de tabac, à qui il est demandé d'acheter un pourcentage de la récolte libanaise annuelle de tabac en échange d'une part équivalente du marché du tabac au Liban. Certains pensent qu'une bonne part du tabac laborieusement cultivé dans le Sud Liban finit à la poubelle. Les différences manifestes entre ces deux versions soulignent le caractère controversé de la culture du tabac.

Indépendamment de son destin ultime et de son usage controversé, et faute d'alternatives fiables, la culture du tabac reste vitale au Sud Liban. On trouve dans les « villages de la ligne de front » de cette région du Sud Liban les cultivateurs les plus fervents de l'« amère culture », car c'est grâce à leur travail pour récolter un produit dont la vente est assurée à un prix stable que ces villageois s'assurent une forme de stabilité leur permettant d'avoir une vie un tant soit peu réussie dans un espace de rupture, de destruction et de violence constantes. ■

Toute correspondance est à adresser à Munira Khayyat
<mk2275@columbia.edu>

> La culture de l'audit resserre son étau sur les universités

John Holmwood, Université de Nottingham (Royaume-Uni), membre du Comité Exécutif de l'ISA, 2014-2018

A en croire de nombreux commentateurs, la « [nouvelle gestion publique](#) » des services publics à coups d'« évaluations » aurait fait son temps, et cette approche aurait même été remplacée par un intérêt pour la « [valeur publique](#) » (à savoir, le souci de donner la plus haute valeur au service public). Au Royaume-Uni, tout cela n'a pas beaucoup de sens, du moins en ce qui concerne le monde universitaire. Les [réformes](#) qui y ont été récemment engagées ont remis en question la valeur publique des universités : les universités ne sont considérées que sous l'angle de leur contribution à la croissance économique, avec des investissements en capital humain mis en œuvre pour garantir cette croissance, et des étudiants considérés comme des « consommateurs ». Dans ce contexte, le recours aux évaluations demeure crucial pour déterminer l'orientation des universités, et permet ainsi de les ouvrir aux mécanismes du marché et de renforcer le contrôle de leur gestion.

Au Royaume-Uni, les universitaires sont actuellement dans l'attente des résultats de l'évaluation 2014 de la recherche (connue comme « REF » en anglais, pour *Research Excellence Framework*), qui devraient être rendus publics au mois de décembre 2014. Le REF est réalisé tous les six ans et détermine une partie des ressources allouées aux départements d'université (les autres ressources provenant des droits d'inscription et de l'affectation de subventions externes). La répartition de ces ressources dépend des notes attribuées aux publications évaluées par un panel d'experts. Les résultats sont anonymes et combinés, et l'unité soumise à évaluation est notée en fonction de son environnement de recherche et de tout impact externe, au-delà du domaine purement universitaire, de sa contribution à la recherche.

Le REF prend beaucoup de temps aux départements des universités, et se révèle extrêmement coûteux pour les institutions chargées de le mettre en œuvre. Ce processus a également fait l'objet de critiques du fait qu'il encourage les recherches « assurées » (c'est-à-dire celles qui ont le plus de chances d'être jugées de manière favorable par les comités d'évaluation), qu'elle incite les institutions à « jouer le jeu », et qu'elle réduit les relations entre collègues en encourageant les universités à centraliser la gestion de la recherche.

Jusqu'à présent, aucun lien direct n'a pu être établi entre le macro-management pratiqué en général par les universités au niveau de leurs stratégies et objectifs de recherche, et le micro-management pratiqué par les chercheurs individuels, car les conclusions des comités d'évaluation sont soumises à l'*Official Secrets Act* (Loi sur les secrets d'État) et restent par conséquent anonymes. Mais cela est sur le point de changer. L'entité responsable du REF, le HEFCE (Conseil de Financement de l'enseignement supérieur pour l'Angleterre), mène actuellement une [consultation sur la « métricisation » du REF](#).

Cette proposition, qui avait été envisagée puis rejetée avant l'édition 2001, est de nouveau à l'ordre du jour – non pas parce que les difficultés méthodologiques dans l'usage des données bibliométriques ([y compris les différences entre disciplines dans les pratiques de citation](#)) ont été surmontées, mais parce que l'importante augmentation des données disponibles a fait qu'elle mérite désormais d'être expérimentée.

La « métricisation » du REF est un projet de *Big Data*, où tous les universitaires fournissent des données en publiant et en citant les publications qui peuvent être consul-

“le Big Data fournit aujourd’hui un marketable moment”

tées en ligne. En outre, le système actuel est si coûteux que des sociétés privées – comme par exemple Thomson Reuters – pourraient proposer des données métriques à moindre coût. Le jugement professionnel par un comité de pairs serait alors remplacé par des jugements relevant du *crowdsourcing* – la version néolibérale d’une liberté universitaire soumise à un quasi-marché. Les universitaires britanniques ont certes été complices, dans la mesure où ils ont été les « co-producteurs » du REF, mais sa métrification en ferait plutôt le produit des seuls gestionnaires en partenariat avec une entreprise prestataire de *big data*.

David Eastwood (membre de la [Browne Review](#), groupe d’étude qui a préconisé de remplacer le financement public de l’enseignement supérieur par le paiement de droits d’inscription, et principal défenseur du projet néolibéral d’un marché globalisé au niveau de l’enseignement supérieur) a suggéré que [la métrification pourrait aussi être utilisée comme un moyen d’internationalisation](#). Alors que l’internationalisation du REF via une évaluation par les pairs serait laborieuse et coûteuse, et risquerait de provoquer une réaction hostile de la part des universitaires en dehors du Royaume-Uni, Eastwood laisse entendre que la Grande-Bretagne pourrait tirer avantage de l’excellente réputation internationale du REF – propos qui sont plus faciles à accepter par les gestionnaires des universités et les ministres de l’éducation que par les universitaires. Les organismes de financement et les responsables politiques à l’extérieur du Royaume-Uni seront appelés à collaborer à ce projet et risqueront, bien entendu, d’être soumis au lobbying d’entreprises privées.

Tout cela s’est fait sans débat public, que ce soit entre les universitaires ou auprès d’un public plus large qui pourrait se sentir concerné par l’avenir de l’enseignement démocratique. S’il ne faut pas confondre liberté académique et liberté démocratique, cette dernière est cependant nourrie par la première.

Le REF soumet d’ores et déjà la recherche scientifique au formatage bureaucratique par des gestionnaires qui cherchent à optimiser leurs financements, mais sa métrification en fait un instrument potentiel de micro-management. Le fait même qu’un REF basé sur une méthode métrique se fasse à partir de données publiques signifie que les universitaires, peuvent être « pistés » à titre individuel par le biais de ces mêmes données (ce qui n’est pas possible avec la version actuelle du REF). N’importe quelle entreprise qui offrirait ses services pour rassembler des données permettant de classer des départements d’université (au niveau national ou international) pourrait de la même manière offrir les mêmes services à tel ou tel département pour faciliter ses décisions d’embauche. En effet, à l’origine, au début des années 70, la bibliométrie a été développée précisément dans ce dessein,

et le *Big Data* fournit aujourd’hui un *marketable moment* (un moment propice au négoce) – version néolibérale d’un *teachable moment* ou « moment propice à la transmission ».

Ce micro-management est clairement illustré par les récentes initiatives d’une université anglaise – appelons-la Russellton, pour indiquer son appartenance au Groupe Russell des universités auto-proclamées « d’élite ». Cette université a commencé par introduire un modèle de charge de travail découpé en heures pour comptabiliser le temps consacré aux différentes tâches universitaires et pouvoir le soumettre à l’examen détaillé des responsables de gestion, [un sujet que j’ai traité ailleurs](#). À présent, cette université a introduit une stratégie pour la recherche, fondée sur des indicateurs bibliométriques, qui comporte trois volets : « objectifs », « cibles » et « mécanismes ». Voici un extrait de ce volumineux document (d’autant plus pesant qu’il manque d’envergure) :

- **Objectif 2** : Augmenter le nombre et la part des produits de qualité publiés par les chercheurs de l’Université de Russellton :
- **Cible 2.1** : Obtenir et conserver une note globale dans le REF supérieure à la moyenne actuelle du Groupe Russell, qui est de 2,71 (de nouveaux points de référence seront établis à partir du REF 2014) ;
- **Cible 2.2** : Améliorer de 20% d’ici à 2020 la qualité du portefeuille de recherche de l’Université, telle qu’elle est mesurée par l’impact pondéré des citations par champ sur trois ans (qui était de 1,68% en 2013).
- **Cible 2.3** : Doubler la part des travaux publiés dans les 10% de publications les plus citées sur une période de trois ans (qui était de 21% en 2013).
- **Cible 2.4** : Augmenter à plus de 55% la part des publications internationales écrites en collaboration sur une période de trois ans (qui était de 40% en 2013) ;
- **Cible 2.5** : Augmenter de 30% le nombre de citations institutionnelles sur une période de trois ans avec des contributions de toutes les disciplines universitaires (au nombre de 62.413 en 2013) [...]
- **Mécanisme 2.5** : Ancrer l’usage du libre accès, des citations, des indices h et de la bibliométrie dans notre approche globale afin de promouvoir les très bons spécialistes et d’évaluer la productivité et la qualité des équipes de recherche, là où les travaux de collaboration entre plusieurs auteurs peuvent être comparés.

Le serrage de vis opéré par les évaluations réduit ainsi la substance de la vie scientifique à des « moments quantifiables », avec une liberté sur le plan universitaire subordonnée à des jugements de valeur basés sur les lois du marché. C’est cela que le HEFCE, par le biais d’une internationalisation des évaluations, entend apporter à votre université. ■

Toute correspondance est à adresser à John Holmwood <jholmwood@ias.edu>

> Les Gitans « invisibles » d'Égypte

Alexandra Parrs, Université américaine du Caire (Égypte)



Les Doms d'Égypte, à la fois présents et invisibles. Illustration : Arbu.

Beaucoup d'Égyptiens sont surpris d'apprendre que le terme de « gitan » vient du mot « égyptien », résultat d'une confusion qui remonte au Moyen-Âge, liée aux mystérieux voyageurs venus d'Orient en Égypte. Aujourd'hui, les Égyptiens s'étonnent encore qu'il y ait des Gitans égyptiens – ou du moins, qu'il y ait des groupes de personnes parfois identifiées comme des Tziganes orientaux, ou Doms, auxquels on attribue souvent les mêmes pouvoirs psychiques et magiques qu'aux Roms d'Europe, et qui ont été pareillement marginalisés et traités en parias.

Les Tziganes orientaux sont appelés les Doms. On identifie plusieurs sous-groupes en Syrie, en Turquie, en Israël et en Égypte. Pourtant, alors que les Doms et les Roms ont été considérablement stigmatisés dans la plupart des pays d'Europe et certains pays du Moyen-Orient, les Doms en Égypte ne sont pas officiellement reconnus, en partie parce qu'en Égypte, la religion est le principal élément d'identification. La carte nationale d'identité égyptienne, qui identifie la religion du titulaire, offre le choix entre trois religions : le christianisme, l'islam et le judaïsme. Jusqu'à très récemment, les personnes qui étaient d'une autre religion que les religions officielles, n'avaient tout simplement pas droit à une carte d'identité égyptienne. Dans la mesure où la religion est le marqueur officiel, d'autres marqueurs, tels que l'origine ethnique, ne sont pas utilisés ; des groupes dont l'identité serait définie en fonction de l'appartenance ethnique – comme les Bédouins, les Nubiens, et bien sûr, les Doms – sont socialement ignorés.

Faute d'une catégorisation basée sur l'identité ou d'une prise en compte dans les statistiques, il est pratiquement impossible d'estimer la taille de la population dom en Égypte. L'essentiel des chiffres disponibles provient d'organisations évangéliques, qui estiment le nombre de Doms en Égypte à un ou deux millions de personnes, pour la plupart des musulmans. En Égypte, les Doms sont divisés en sous-groupes ou tribus – un concept qui a aussi plus de sens au Moyen-Orient. Parmi ces tribus, on trouve les Ghagar, les Nawar, les Halebi – des appellations qui sont également des insultes en arabe. D'après les organisations évangéliques, les Ghagar (qui signifie « vagabond ») formeraient le groupe le plus nombreux de Doms égyptiens.

Comme ces Doms égyptiens n'ont pas d'existence officielle, on n'a pas cherché à les éradiquer ni à les assimiler. En Europe, l'intégration forcée et la marginalisation semblent être les deux seuls choix possibles pour les groupes roms, dont le nomadisme a souvent été perçu comme une manifestation de défiance ou comme une connivence avec des groupes adverses. En Égypte, en revanche, le nomadisme fait historiquement partie intégrante de la société égyptienne, même si les nomades ont été, tout au long du XX^e siècle, considérés comme anachroniques. À noter par ailleurs que traditionnellement au Moyen-Orient, le nomadisme a surtout été associé aux Bédouins et aux pasteurs nomades, plutôt qu'aux Gitans.

Si l'État égyptien semble donc ignorer l'existence des Gitans, sont-ils en revanche présents dans les représenta-

>>

tions et l'imagination collectives ? Il y a une cinquantaine d'années, le regretté Nabil Sobhi Hanna avait mené des recherches ethnographiques auprès des communautés semi-nomades des Ghagar dans la région du delta du Nil de Sett Ghiranaha. Les Ghagar qu'il a étudiés vivaient souvent aux abords des villages, et exerçaient des métiers bien précis : marchands de chevaux et d'ânes, forgerons et gens du spectacle. Plus récemment, beaucoup d'entre eux se sont installés dans des quartiers du centre du Caire, de Sayida Zeinab ou de la tristement célèbre Cité des Morts, où ils travaillent comme forgerons, maréchaux-ferrants, rétamateurs, vendeurs de laine, tondeurs, selliers, musiciens et danseurs, ou font du colportage. Comme beaucoup d'habitants pauvres des villes, ils recourent parfois à la mendicité. Dans la Cité des Morts, ils vivent aux côtés des Zabaleen, ces Coptes orthodoxes qui travaillent souvent au ramassage des ordures. Alors qu'aujourd'hui l'immense majorité des Doms sont de fait sédentaires, leurs activités restent liées à une mobilité spatiale de courte durée : ils exercent des emplois à court terme, occupent des maisons en location, et il leur arrive d'en changer au sein d'un même quartier. Ils semblent continuer à vivre aux marges de la société égyptienne.

Tandis que la plupart des Égyptiens n'ont pas conscience de la présence des Gitans, en y réfléchissant, beaucoup reconnaissent qu'il y a effectivement des Gitans en Égypte : des femmes qui disent la bonne aventure, des gens du voyage dans les zones rurales, des voleurs ou des gens du spectacle dans les fêtes religieuses. Bien que les Doms ne soient pas totalement identifiés, ils semblent exister aux marges de l'inconscient des gens, qui les associent souvent, et de manière fragmentée, à des situations spécifiques.

La figure du « Gitan » est souvent plus présente dans les campagnes : ils peuvent encore appartenir à une autre tribu au sein d'une société rurale qui est complexe. La connaissance que les gens ont des Gitans est fragmentée : ils les connaissent pour leur contribution à la musique égyptienne ou au travers des Ghawazi, ces danseuses du ventre issues de la tribu des Nawar réputées pour leur pouvoir de séduction. Les Ghawazi étaient à l'origine des danseuses de harem, qui ont été bannies du Caire au XIX^e siècle – avant que le cinéma n'en livre une image romanesque, comme dans le film à succès des années 50 *Tamr Hindi*, où un jeune homme de bonne famille tombe amoureux d'une Ghawazi et essaie d'en faire une femme respectable ; il échoue, et la femme ghawazi retourne d'où elle vient. Certaines frontières sont infranchissables.

Les Gitans se produisent également dans des spectacles à l'occasion des moulids – des événements à mi-chemin entre le pèlerinage, le carnaval et la cérémonie mystique islamique. En Égypte, les moulids ne se limitent pas à la célébration de la naissance du Prophète (*Moulid al-Naby*) mais peuvent aussi célébrer les saints soufis locaux – ce

qui retient souvent l'attention des autorités égyptiennes, les Moulids étant approuvés par les autorités chiites et soufies mais pas par les sunnites, qui sont majoritaires en Égypte. Malgré la désapprobation des autorités, les moulids sont très pratiqués. Ils s'apparentent à des carnivals chrétiens, une parenthèse d'anarchie et de licence durant laquelle les normes habituelles peuvent être transgressées : la ségrégation hommes/femmes est mise de côté, les tabous sexuels momentanément délaissés, tandis que les gens dansent dans une ambiance d'hystérie collective. Les Doms font partie intégrante des moulids, ce qui n'est pas surprenant étant donné leurs liens avec le monde du spectacle et les arts dits immoraux. Les femmes dansent, et les hommes jouent de la musique. Les femmes doms font ce que les femmes respectables ne feraient pas, assumant un rôle intermédiaire qui les maintient dans cette catégorie de l'étranger décrite par Georg Simmel.

Qui sont donc les Gitans d'Égypte ? Eux qui n'ont pas de reconnaissance officielle, sont connus de la population comme des nomades et des marchands de chevaux dans les campagnes, ou comme gens du spectacle, danseuses dans les moulids, Ghawazis, diseuses de bonne aventure ou simplement mendiants dans les zones urbaines. Ils font pour la plupart partie des communautés les plus pauvres d'Égypte, et sont globalement marginalisés et ignorés. De la même manière qu'Edward Said affirmait que l'Orient était une construction des orientalistes européens au XIX^e siècle, les Gitans ont été définis comme « l'autre » et perçus à l'intérieur des frontières européennes comme des étrangers exotiques (orientaux). Paradoxalement, les Gitans ont aussi été orientalisés en Égypte : les caractéristiques qu'on leur attribue sont étonnamment proches de celles qui ont été associées à l'Orient ou aux Gitans qui circulent en Europe. La trichotomie danger/répulsion/attraction, qu'on associait aux Arabes, qu'ils soient des hommes (de dangereux fanatiques, etc.) ou des femmes (de sensuelles créatures de harems, etc.), est également associée aux Gitans. Les hommes sont perçus comme des êtres fourbes et des voleurs, les femmes comme étant mystérieuses, dangereuses (des diseuses de bonne aventure, des jeteuses de sort) et séductrices (danseuses du ventre, Ghawazis ou prostituées).

Il est fascinant d'étudier les Doms en Égypte car leur vécu soulève des questions particulièrement intéressantes : Y a-t-il des pratiques et des identités transnationales des Gitans qui englobent les frontières et les États-nations ? Comment ces pratiques et ces identités sont-elles élaborées, et quelle est leur fonction ? Les Doms/Roms sont-ils d'éternels parias ? Représentent-ils une éternelle menace pour l'identité nationale ? Et comment un pays comme l'Égypte s'arrange-t-il avec ces minorités, à la fois religieuses et non religieuses ? ■

Toute correspondance est à adresser à Alexandra Parrs <aparrs@aucegypt.edu>

> En France, climat de suspicion sur les couples binationaux

Manuela Salcedo, École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), Paris, France et **Laura Odasso**, Université Libre de Bruxelles (Belgique) et membre du Comité de Recherche de l'ISA « Biographie et Société » (RC38)



Manifestation à Bobigny contre le harcèlement des autorités à l'encontre des couples binationaux. Photo de Fabrice Gaboriau.

« C'était dingue ! Le gouvernement français donne pour instruction aux autorités et aux consulats marocains d'éviter les abus, et pourtant il y a des couples stables comme nous, qui payent le prix d'une politique radicalement différente en France [...] Et puis il y a les humiliations... ».¹



Depuis une dizaine d'années, il a été profondément porté atteinte aux droits des couples binationaux formés par un citoyen de l'Union européenne et un ressortissant de pays tiers (RPT). En tant que résidents mais non citoyens, ces ressortissants ont des droits limités, et leur situation est devenue de plus en plus précaire. En France, par exemple, le gouvernement recourt à des mesures légales et administratives et à des pratiques « invasives » pour s'immiscer dans la vie privée des couples binationaux, qu'ils soient ou non de même sexe. Il apparaît en outre que les autorités françaises protègent plus certaines nationalités et certains modèles familiaux que d'autres.

À partir d'entretiens auprès de couples, d'une « ethnographie multi-site » et de l'observation participante d'associations de défense des droits des familles binationales et des immigrés comme *Les amoureux au ban public* et l'*Ardhis* (Association pour la reconnaissance des droits des personnes homosexuelles et transsexuelles à l'immigration et au séjour), nous analysons les réformes de la législation, l'évolution du contexte politique et les attitudes des fonctionnaires chargés d'appliquer les dispositions administratives, qui pèsent aujourd'hui en France sur les couples binationaux.

En France, les politiques d'immigration font la distinction entre une immigration « choisie », à savoir celle constituée par des migrants qualifiés et par la main-d'œuvre dont a besoin le pays, et une immigration « subie », c'est-à-dire celle de l'immigration familiale et des demandeurs d'asile. Les immigrés qui viennent rejoindre leur partenaire ou établir leur famille sont considérés comme quelque chose de « subi » – alors que l'immigration familiale est, théoriquement, protégée par la Constitution et les conventions internationales. Le discours public sur l'immigration familiale relève d'un mélange de paternalisme national et de construction de frontières. Dans

les faits, le traitement réservé aux RPT dépend de leur pays d'origine, de leur religion, de leur sexe et de leur orientation sexuelle : les immigrés originaires d'anciennes colonies françaises comme le Maroc ou l'Algérie se heurtent à davantage de restrictions que d'autres, en raison de leur présence déjà importante en France ; la peur de ce qui est perçu comme une « invasion des musulmans » et l'amalgame qui est fait entre « arabe » et « musulman » affectent la vie quotidienne des couples binationaux.

Paradoxalement, les mesures législatives mises en place affectent également les citoyens français qui se marient ou se pacent avec un RPT. Ainsi la stigmatisation atteint à la fois les RPT et leurs partenaires européens, qui deviennent par là des « étrangers » dans leur propre pays, soupçonnés de menacer l'identité nationale pour avoir choisi un partenaire étranger.

> Restrictions à l'immigration

En France, il existe de profondes contradictions entre la loi et la pratique. Depuis l'année 2003, au cours de laquelle pas moins de cinq lois successives sont venues aggraver la vie quotidienne des couples binationaux, les mesures visant à réduire l'immigration familiale sont devenues une priorité. En 2006, deux nouvelles lois, la « loi Sarkozy II » et la « loi Clément », avaient pour objectif d'identifier les mariages blancs.

« La situation du mariage a, de fait, beaucoup évolué, au cours de ces dernières années. Le mariage est en effet devenu un enjeu migratoire majeur. [...] le nombre des fraudes qui sont dénoncées aux parquets à la fois par les maires et les agents consulaires et diplomatiques ne cesse d'augmenter. » (Pascal Clément, lors de la séance du 22 mars 2006 à l'Assemblée nationale)

Il est demandé aux officiers d'état civil d'interroger les futurs époux

ensemble « ou, si nécessaire, séparément ». Un officier qui soupçonne une fraude peut refuser l'autorisation de mariage et demander une enquête judiciaire. Dans la pratique, depuis 2004, tout conjoint qui ne peut faire état d'un titre de séjour français en règle est requis d'apporter des informations complémentaires. Même une fois mariés, les couples doivent apporter des preuves de la stabilité de leur relation et, à chaque rendez-vous pour renouveler le titre de séjour d'un conjoint RPT, le conjoint français doit se présenter à la préfecture pour apporter des factures ou d'autres justificatifs prouvant l'existence d'une vie familiale commune.

En 2009, dans les discours politiques, les mariages binationaux étaient désignés comme la « première source d'immigration », ce qui a parfois suscité la crainte d'une nouvelle catégorie d'union, le « mariage de complaisance masqué » ou « mariage gris » – où une personne est trompée par un partenaire étranger qui ne cherche qu'à obtenir un titre de séjour en France –, par opposition au mariage de complaisance communément appelé « mariage blanc », qui est un mariage formel où le partenaire français, parfaitement au fait des intentions réelles du partenaire étranger, l'aide à duper les autorités. Des 278.600 mariages qui ont été contractés en France en 2004, 5.272 ont été soumis par les officiers d'état civil à la police (soit 1,9%) ; parmi ces signalements, 737 ont été invalidés, dont 444 identifiés comme des mariages de complaisance². Au final, seules quatre personnes ont été reconnues coupables d'un mariage de complaisance.

Pour acquérir la nationalité française, la loi exige que le ressortissant d'un pays tiers justifie de son « assimilation à la communauté française » (test de langue, connaissance des droits et des devoirs des citoyens français, etc.). Le mariage en lui-même ne donne pas automatiquement accès à la nationalité française : le délai d'acquisition de la citoyenneté, qui



était de six mois après le mariage en 1984, est aujourd'hui de quatre ans.

> Administration des mariages binationaux

Les agents chargés du contrôle de l'immigration ont acquis de plus en plus de pouvoir discrétionnaire³. Les fonctionnaires qui délivrent les visas et les permis de séjour et de travail sont tenus de défendre la sécurité nationale, et ils ont souvent un a priori négatif sur l'immigration plutôt qu'une connaissance approfondie des normes à appliquer. Ces agents se situent au bas de la hiérarchie administrative, et la façon dont ils exercent leur pouvoir dépend de la conception qu'ils ont de leur travail et de la question de l'immigration.

Officiellement, c'est le préfet qui décide quels étrangers doivent être autorisés à séjourner légalement en France. Mais, dans la pratique, les couples binationaux, comme tous les immigrés, doivent faire face à ce qu'Alexis Spire appelle les « guichets de l'immigration » – des agents qui ont affaire tous les jours à des immigrés, un « sale travail » que n'assument pas les chefs dont ils sont censés appliquer les ordres. La « saleté » provient du contact avec les étrangers et peut être saisie à travers les « odeurs et les

sons [des langues étrangères] » qui envahissent les salles d'attente des bureaux locaux – qui contrastent avec le calme et la propreté des bureaux de leurs supérieurs. L'état d'esprit des agents tout comme la nécessité d'appliquer la ligne officielle influencent leurs échanges avec les conjoints. Ces derniers doivent négocier leur statut avec des bureaucrates dépourvus de véritable pouvoir de décision. Ils sont au bout du compte sous l'autorité de responsables plus hauts placés qui ne sont pratiquement jamais en contact avec les étrangers.

> Face au racisme et à la xénophobie

Les politiques d'immigration qui s'appliquent aux familles binationales ont entraîné de multiples formes de discrimination. Comme les RPT sont jugés indésirables et sont méprisés par les fonctionnaires de police et de l'administration, les conjoints français ainsi que les agents français qui travaillent auprès des étrangers deviennent ce que Goffman appellerait des « initiés », c'est-à-dire des personnes qui travaillent avec des individus stigmatisés et risquent d'être eux-mêmes stigmatisés par ricochet. Des caractéristiques telles que l'âge, le statut économique et l'apparence physique, sont susceptibles d'atté-

nuer les soupçons sur la sincérité de l'amour que se porte un couple, mais cela ne dissipe pas le stigmate associé aux étrangers et à tous ceux qui travaillent avec eux.

La vie privée des couples binationaux devient publique, à partir du moment où ces personnes sont appelées à parler ouvertement de leur relation, de leurs sentiments, de leur amour, de leurs problèmes, pour résoudre leur situation et dénoncer la stigmatisation de leur union. Il est intéressant de noter que l'État français et les couples binationaux définissent le mariage plus ou moins dans les mêmes termes. Ils partagent l'opinion que l'amour est la condition *sine qua non* du mariage. Cependant, le racisme institutionnel et la xénophobie du gouvernement effacent la frontière entre sphère privée et sphère publique et s'immiscent dans la vie des ces couples. ■

Toute correspondance est à adresser à Laura Odasso <la.odasso@gmail.com>

et Manuela Salcedo <manusalcedo@gmail.com>

¹ Extrait des notes sur le terrain de Laura Odasso, 10 décembre 2009.

² Belmokhtar, Z. (2006) « Les annulations de mariage en 2004. » *Infostat justice* 90: 1-4.

³ Spire, A. (2008) *Accueillir ou reconduire, enquête sur les guichets de l'immigration*. Paris : Raisons d'agj.

> Le spectre qui hante la Turquie

Aylin Topal, Université technique du Moyen-Orient, Ankara (Turquie)



Les protestations de Gezi continuent de hanter le Président Erdoğan

Ces deux dernières années, la situation sociale et politique en Turquie a suscité de nouveaux débats concernant le régime politique du pays. Quelle est la nature du régime ? Qu'est-ce qui a conduit aux soulèvements de juin 2013 ? Et quelles en sont les répercussions ?¹

Le néolibéralisme en Turquie remonte à l'année 1980, avec la mise en place du programme d'ajustement structurel le 24 janvier 1980, et le coup d'état militaire du 12 septembre 1980. Les militaires sont arrivés au pouvoir avec deux objectifs prioritaires : premièrement, dompter la gauche politique et les syndicats ; et deuxièmement, poursuivre le processus de restructuration économique en s'assurant le soutien aussi bien de la bourgeoisie turque que des pays capitalistes occidentaux et des institutions de Bretton Woods. Le régime post-militaire se situait dans le droit fil de la politique de la Nouvelle Droite.

Vingt-deux ans après, en 2002, le Parti pour la justice et le développement (AKP) a obtenu la majorité au Parlement – c'était la première fois en quinze ans qu'un parti gouvernait seul. Globalement, la réaction des marchés a

été positive car, comme l'indiquait une analyse de Merrill Lynch, « l'arrivée d'un seul parti au pouvoir renforcerait les équilibres économiques de la Turquie. » Le parti n'a pas déçu : quelques mois après son arrivée au pouvoir, le gouvernement a déclaré que pour mettre fin à la crise économique en cours, il allait réduire l'engagement de l'État dans l'économie, et privatiser les entreprises publiques – ce qui est resté la principale stratégie fiscale de l'AKP.

En mai 2013, le Premier ministre Tayyip Erdoğan rendait publics les projets du gouvernement de réaménagement de la Place Taksim, un espace au centre d'Istanbul qui a été le lieu des manifestations politiques depuis des décennies. Adjacent à la Place, le Parc Gezi est l'un des rares espaces verts qui existent encore dans le centre-ville. Les projets de réaménagement prévoyaient notamment la reconstruction d'une mosquée sur la place Taksim et d'une ancienne caserne militaire dans le Parc Gezi désormais destinée à accueillir un centre commercial. Le Premier ministre a également informé la population d'autres mégaprojets, notamment un troisième aéroport et un troisième pont sur le Bosphore.

>>

Comme tous les projets de loi adoptés par l'AKP, ces projets n'avaient pas été débattus au Parlement, et encore moins avec une quelconque organisation de la société civile. La réaction de l'Union des Chambres d'Ingénieurs et d'Architectes turcs et l'Union de la Chambre des Urbanistes a été immédiate : ces organisations ont déclaré, conjointement avec des militants écologistes, qu'ils empêcheraient les engins de chantier de pénétrer dans le Parc. Le 28 mai ils ont monté les premières tentes.

Le 31 mai à l'aube, la police est violemment passée à l'offensive contre les manifestants : elle a brûlé les tentes et fait un usage excessif de la force en recourant aux gaz lacrymogènes et aux canons à eau contre des manifestants pacifiques. Afin de défendre la police, le Premier ministre a incriminé les manifestants, les traitant de « groupes extrémistes » et de *çapulcu* (pilleurs et voleurs).

Ce soir-là, les groupes d'opposition ont appelé à la solidarité avec les manifestants d'Istanbul, et des millions de personnes ont afflué dans les parcs de toutes les villes de Turquie pour protester contre la violence de la répression policière, en scandant des slogans comme « Résistance à Taksim, résistance partout », « Dictateur démission » et « Saute ! Saute ! Tayyip est celui qui ne saute pas ! ».

Cette réaction ne fut pas une surprise, étant donné les tensions et le mécontentement qui n'avaient cessé de croître. Le 18 décembre 2012, les forces de police avaient brutalement attaqué des étudiants qui manifestaient pacifiquement à l'occasion d'une visite effectuée par Erdoğan à l'Université technique du Moyen-Orient (ODTÜ) pour assister à la présentation officielle d'un satellite militaire. Au lieu d'ouvrir une enquête pour usage abusif de la force, le Premier ministre a attaqué l'université en déclarant « Honte aux professeurs qui ont entraîné ces étudiants à se soulever. Les enseignants doivent avant tout enseigner à leurs étudiants à avoir du respect. » Les manifestations qui ont suivi à l'ODTÜ et les manifestations de solidarité qui ont été organisées dans les campus à travers tout le pays ont été réprimées, provoquant une réaction à l'échelle internationale. En avril 2013, la démolition du théâtre Emek pour installer un centre de loisirs et commercial, a entraîné un vaste mouvement de protestation ; à nouveau, les manifestations pacifiques ont été dispersées à l'aide de canons à eau et de jets de gaz au poivre. La vraie nature du gouvernement autoritaire et conservateur est apparue plus clairement en mai 2013 avec une nouvelle loi pour restreindre la vente d'alcool – une loi explicitement présentée par Tayyip Erdoğan comme un moyen à la fois de protéger la jeunesse et de veiller au respect des lois religieuses. À peu près à la même époque, un jeune couple qui s'embrassait a été critiqué par le biais d'une annonce dans une station de métro, et en réaction, des centaines de personnes se sont rassemblées dans la même station pour s'embrasser.

Face à l'augmentation des manifestations de solidarité avec les protestataires du Parc Gezi, Erdoğan a proclamé

qu'il « retenait difficilement les 50% » de personnes qui avaient voté pour lui. Il a ajouté : « il y a peut-être des milliers de manifestants dans les rues, mais moi je suis capable d'en mobiliser des millions ». Des bus ont transporté ses supporters dans des meetings publics pour protester contre les manifestations de Gezi : les foules scandaient les slogans « Matons Taksim » et « Vous êtes une minorité, ne mettez pas à l'épreuve notre patience ».

La résistance de Gezi a remis en question la nature de l'autorité politique et a entamé la crédibilité de l'AKP, provoquant des failles au niveau de la légitimité de l'État. Paradoxalement, cette résistance a déclenché le passage d'un régime à l'autoritarisme conservateur dissimulé à une autocratie ouvertement réactionnaire. Depuis juillet 2013, au lieu de répondre aux critiques, l'AKP a criminalisé l'opposition en qualifiant son action contre le gouvernement de « tentatives de coup d'État ».

À la suite d'allégations de corruption à grande échelle à l'encontre du Premier ministre, de sa famille et des membres de son cabinet, Erdoğan a immédiatement lancé une bataille contre la confrérie Gülen et ce qui a été désigné comme une « structure parallèle » au sein de l'État. Un enregistrement audio – qui daterait du 17 décembre (le jour où les fils de trois ministres ont été arrêtés pour corruption et allégations de corruption) – a été mis en ligne sur Internet, dans lequel un homme qui serait Erdoğan ordonne à son fils de se débarrasser de vastes sommes d'argent en espèces. À la suite de quoi, Erdoğan a affirmé qu'il s'agissait d'une « tentative de coup d'État » des « lobbies » et des « pouvoirs de l'ombre » qui cherchent à affaiblir le gouvernement en prévision des prochaines élections, et a exigé que soient mises en place des mesures préventives. Peu de temps après, le Parlement dominé par l'AKP a voté de nouvelles lois accordant l'immunité aux membres du service de renseignements, et restreignant la liberté de la presse, la liberté d'expression et la liberté d'information. Néanmoins, le 9 août, Erdoğan a été élu Président de la République avec 51,8% des suffrages exprimés et un taux de participation de 73,4%. Pendant la campagne, Tayyip Erdoğan n'a cessé de répéter qu'il serait un « Président de l'exécutif qui s'investit », contrairement à ses prédécesseurs. Il paraît déterminé à exercer les pleins pouvoirs qui lui ont été accordés, en présidant les réunions de cabinet et en choisissant les recteurs d'université et certains membres des hautes instances judiciaires. Un parlementarisme *de jure* combiné à un régime présidentiel *de facto* revient à diriger sans obligation de rendre des comptes – la recette parfaite d'une autocratie à visage découvert.

Dans le contexte de ce changement de régime, l'État turc contrôlé par le gouvernement de l'AKP souffre d'une profonde crise de légitimité. Un spectre hante le Président et son gouvernement, le spectre de la résistance de Gezi... ■

Toute correspondance est à adresser à Aylin Topal <taylin@metu.edu.tr>

¹ L'auteure fournira ses sources sur demande.

> La manipulation de l'opinion publique au Kazakhstan

Almas Taizhanov, Association des Sociologues du Kazakhstan
(association membre de l'ISA)



Gaukhar Monko, épouse kazakhe de Sergei Monko, ressortissant ukrainien au Kazakhstan. Sous le slogan « Non à la guerre », elle verse des larmes aux couleurs du drapeau ukrainien.

Le Kazakhstan et l'Ukraine ont en commun d'être des pays frontaliers de la Russie, et sont aussi tous deux d'anciennes républiques soviétiques. Mais ces deux pays partagent également une autre caractéristique importante et tragique : tous deux ont connu de très lourdes pertes démographiques durant la famine provoquée par la « collectivisation » soviétique en 1932-1933. En 1934, le pays avait perdu jusqu'à 1.840.000 Kazakhs, morts de faim ou condamnés à l'exil pendant la famine, soit l'équivalent de 47,3% de la population de 1930. Cette perte de près de la moitié de la population locale a été « compensée » par plusieurs vagues de migration en provenance de Russie, avant et après la Deuxième Guerre mondiale. Cela a entraîné une reconfiguration de la démographie du Kazakhstan : d'après le

recensement soviétique de 1959, les Kazakhs ne représentaient que 30% de la population totale de la République socialiste soviétique kazakhe, contre 58,5% en 1926.

En Ukraine à la même époque, la famine a coûté la vie à près de 3 millions d'Ukrainiens – proportionnellement moins que les pertes kazakhes, la population ukrainienne s'élevant à 23 millions à l'époque du recensement soviétique de 1926. De plus, en Ukraine le gouvernement confisqua des céréales, tandis que les Kazakhs, pour la plupart des nomades, perdirent la propriété de leur bétail, c'est-à-dire leur source principale d'alimentation. Les Ukrainiens ont été plus à même de survivre à la famine.

Du fait des vagues de migration en provenance de Russie vers l'Ukraine et le Kazakhstan, les Russes forment une part importante de la population des deux républiques. Ceci est particulièrement vrai dans les régions septentrionales du Kazakhstan, limitrophes de la Russie, et les régions d'Ukraine proches de la Russie (Donetsk et Louhansk) – précisément là où se déroule le conflit actuel. Il n'y a pas d'études sociologiques officielles qui soient disponibles sur le risque d'un mouvement séparatiste au Kazakhstan, en particulier dans les régions du nord et de l'est du pays, où vit un nombre important de Russes. Un épisode séparatiste notable a cependant eu lieu : en novembre 1999, une révolte armée séparatiste

>>

a éclaté à Öskemen, une ville de l'est du Kazakhstan, à la frontière avec la Russie. Organisée par un groupe de 22 Russes – dont 11 (y compris leur leader) étaient des citoyens de la Fédération de Russie –, cette révolte a été stoppée par le Comité national de Sécurité du Kazakhstan. L'ensemble des séparatistes impliqués ont été condamnés à des peines de 6 à 8 ans dans une prison au Kazakhstan, au terme desquelles ils sont tous retournés en Russie.

Malgré cette histoire, les habitants du Kazakhstan ne semblent pas manifester beaucoup d'intérêt pour le séparatisme. D'ailleurs, d'après le sondage mené par le Centre de Recherches sociales et politiques *Strategy*, basé au Kazakhstan, après le déclenchement du conflit actuel en Ukraine, 61% de la population kazakhe se déclaraient favorables à l'annexion de la Crimée par la Fédération de Russie, 23% se déclaraient neutres ou ne se prononçaient pas, et seuls 6% considéraient cette annexion comme une violation illégale de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Le sondage fait clairement apparaître une corrélation entre ceux qui contrôlaient les médias (les médias kazakhs, russes ou occidentaux) et les opinions exprimées sur le conflit ukrainien.

D'après le Plan de Développement stratégique du Ministère de la Communication et de l'Information du Kazakhstan, 2.740 médias sont recensés dans le pays (presse écrite, chaînes de télévision et de radio, médias électroniques, etc.). Parmi ces médias, 20% emploient la langue kazakhe, et 34% le russe. Les autres médias kazakhs emploieraient soi-disant les deux langues, mais en fait,

la plupart sont plutôt de tendance russophone. Le kazakh est extrêmement peu représenté sur Internet par rapport au russe, et on peut donc dire qu'au Kazakhstan, l'Internet est essentiellement en russe. De plus, les chaînes de télévision russes peuvent émettre librement au Kazakhstan, et les journaux et magazines russes y sont largement diffusés.

D'après le sondage mentionné précédemment, les sources principales d'information des personnes interrogées étaient : les médias basés au Kazakhstan (50%) et les médias basés en Russie (31%). Les autres sources citées étaient les sites Internet et les réseaux sociaux comme Facebook (9%), et les conversations entre amis, collègues et parents (7%). Les médias occidentaux ne représentaient que 1% des sources d'information déclarées par les personnes qui ont participé à ce sondage réalisé sur Internet.

Comment les sources d'information influent-elles sur l'opinion ? Parmi les personnes interrogées qui s'informaient auprès des médias kazakhs, 54% approuvaient l'action de la Russie, 20% la désapprouvaient, et 26% étaient sans opinion. En revanche, parmi les personnes interrogées qui s'informaient auprès des médias russes, la proportion d'avis favorables à l'action de la Russie s'élevait à 84%, et seulement 4% la contestaient. Quant aux personnes interrogées qui tiraient leurs informations des médias occidentaux, 31% soutenaient la Russie, 39% étaient contre, et 31 étaient sans opinion. Ces résultats sont assez surprenants, surtout si l'on s'attendait à ce que les personnes interrogées qui lisent et regardent les nouvelles en pro-

venance d'Occident manifestent une plus forte désapprobation à l'égard de l'action de la Russie. Parmi ceux qui ont Internet comme principale source d'information, 48% soutenaient la Russie, 35% étaient sans opinion, et 17% étaient contre. Comme indiqué précédemment, l'Internet au Kazakhstan étant essentiellement « russe », ces résultats ne sont pas surprenants.

Dans le contexte du conflit actuel entre l'Ukraine et la Russie, la propagande a atteint un niveau qu'on n'avait plus connu depuis l'ère soviétique. Le contrôle total de la télévision et de la presse écrite a permis d'augmenter la quantité de propagande. Les niveaux extrêmes de propagande en provenance de Russie et d'Ukraine exercent leur influence sur la population et le gouvernement kazakhs. Parallèlement, on n'observe aujourd'hui aucun signe visible de propagande de la part des médias kazakhs (c'est-à-dire du gouvernement). L'opinion publique kazakhe est par conséquent actuellement dominée par le point de vue des médias et du gouvernement russes. De plus, cela a provoqué une profonde division idéologique au sein de la population du Kazakhstan, avec d'un côté ce qu'on appelle les « patriotes nationaux », « progressistes » et « occidentaux », et de l'autre les « pro-russes ». L'absence de travaux indépendants de recherche sociologique sur le sujet ne permet pas une analyse plus approfondie. Cette absence d'études sérieuses susceptibles de conjurer la manipulation intéressée de l'opinion publique, pourrait bien à l'avenir constituer une menace pour la stabilité du Kazakhstan. ■

Toute correspondance est à adresser à Almas Taizhanov <almas.diamond@gmail.com>

> L'avenir de la planète

Emma Porio, Université Ateneo de Manila (Philippines), ancien membre du Comité exécutif de l'ISA (2006-2014) et actuelle représentante de l'ISA auprès du Conseil international pour la Science (CIUS)

Les membres du Conseil international pour la Science (CIUS, ou ICSU en anglais) ont tenu leur Assemblée générale tri-annuelle au Centre de Convention d'Auckland, où ils ont décidé des grandes orientations de la science internationale pour les années à venir. Cette XXXI^e Assemblée générale avait pour thème « La célébration de 30 années de recherche sur les changements planétaires ». L'assemblée a adopté un texte fondamental sur l'accès libre aux documents scientifiques et a mis en garde contre le mauvais usage des métriques dans l'évaluation de la recherche.

Fondé en 1931, le CIUS est une organisation non gouvernementale composée d'organismes scientifiques nationaux (120 membres représentant 140 pays) et d'unions scientifiques internationales (31 membres). Les activités du Conseil portent principalement sur trois domaines : la planification et la coordination de la recherche internationale ; la science au service de la politique ; le renforcement de l'universalité de la science. Le CIUS est souvent sollicité pour s'exprimer au nom de la communauté scientifique internationale. Il intervient également comme conseiller auprès des gouvernements et des agences des Nations unies sur des questions qui vont de l'environnement à l'orientation de la science.

Le Premier ministre néo-zélandais, John Key, a ouvert l'Assemblée en mettant en avant les défis environnementaux particuliers de son pays et sa contribution à la recherche internationale. Peter Gluckman, le principal conseiller scientifique du gouvernement et ancien président de la Société royale de Nouvelle-Zélande, a prononcé le discours d'ouverture sur le thème « La nature changeante de la science. Les scientifiques sont-ils à la hauteur de ce défi ? ». Il a averti l'assemblée que les systèmes scientifiques connaissent une évolution rapide, et que si nous ne prenons pas en compte ces changements, ils pourraient entraîner une perte de la confiance du public !

Durant cinq jours, du 31 août au 4 septembre 2014, le CIUS a examiné l'état d'avancement de ses principaux programmes des trente dernières années, à savoir :

- le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'étude du climat

- le Programme international Géosphère-Biosphère
- le Programme mondial de Recherche sur le climat
- Diversitas (Programme de Recherche sur la Biodiversité)
- le Programme international sur les Dimensions humaines des Changements planétaires
- le Programme Sciences de la Terre

Ces programmes sont à la base du programme du CIUS déterminé pour les dix prochaines années, *Future Earth: Research for Global Sustainability*.

Le CIUS s'est associé à deux académies pour tenter de former ensemble une nouvelle génération de scientifiques, à savoir la Global Young Academy (GYA) et la World Academy of Scientists (TWAS). Créée en 1990 et basée à Berlin avec le soutien de l'Académie allemande des Sciences, la GYA, qui rassemble des jeunes scientifiques du monde entier, compte 90 membres et organise régulièrement des ateliers et des conférences pour partager les résultats de ses recherches. La TWAS est une académie internationale des sciences qui rassemble un réseau de scientifiques originaires de 50 pays en développement. Établie à Trieste, en Italie, la TWAS entend « œuvrer en faveur de l'innovation et de la prospérité durable dans les pays en développement, par le biais de la recherche, de l'éducation, de la politique et de la diplomatie ».

En 2010, le CIUS a encouragé l'ISA à contribuer à l'intégration des sciences sociales dans sa perspective scientifique. Mais beaucoup reste à faire dans ce domaine. Actuellement, l'ISA se pose la question de savoir s'il convient de rester membre d'un organisme fondamentalement lié aux sciences dites « dures ». De 2010 à 2014, Alice Abreu, ancien membre du Comité exécutif de l'ISA (2006-2010) et directrice régionale du CIUS pour l'Amérique latine, a été la représentante de l'ISA auprès du CIUS. Au même moment, Stewart Lockie (ancien président du Comité de Recherche de l'ISA sur l'Environnement) devenait membre du Comité de Planification stratégique et de Recherche du CIUS (2013-2014). ■

Toute correspondance est à adresser à Emma Porio <eporio@ateneo.edu>

> L'équipe roumaine de *Dialogue Global*

Ileana Cinziana Surdu, Université de Bucarest (Roumanie)

Nous avons débuté notre collaboration à *Dialogue Global* avec le numéro 3.1, en novembre 2012. Depuis, les membres de notre équipe ont changé à chaque numéro, mais c'est un atout car nous avons pu, tout au long du processus de traduction et d'édition de *Dialogue Global* en roumain, apprendre les uns des autres. Nous sommes tous sociologues, pour la plupart des étudiants de doctorat, enthousiastes et passionnés par nos sujets de recherche. La variété des thèmes abordés dans cette publication permet à notre équipe, mais aussi à nos professeurs et à nos collègues, d'explorer la société à l'échelle globale.

Notre équipe compte six membres permanents, qui sont présentés ici avec d'autres collègues qui ont collaboré à un minimum de cinq numéros. À ces membres permanents ou réguliers, il faut ajouter 11 autres sociologues qui ont rejoint notre équipe pour au moins un numéro : Ramona Cantaragiu, Cristian Constantin Vereş, Angelica Helena Marinescu, Monica Nădrag, Ioana Cărtărescu, Mădălin Rapan, Andreea Acasandre, Daniela Gaba, Alexandru Duţu, Gabriela Ivan, Levente Szekedi. ■



Cosima Rughiniş est professeure de sociologie à l'Université de Bucarest, où elle enseigne la méthodologie de recherche. Elle est également rédactrice en chef de *Compasso*, une revue de recherche comparative en sociologie et anthropologie. Ses travaux récents concernent la quantification, la rhétorique de l'enquête en sciences humaines et l'usage pour la communication scientifique de « jeux sérieux » (*serious games*) et d'autres médias numériques.

Contact : cosima.rughinis@sas.unibuc.ro



Ileana Cinziana Surdu est étudiante en doctorat de sociologie à l'Université de Bucarest. Elle a de l'expérience dans l'enseignement de la méthodologie de recherche et du marketing, et travaille sur des projets en rapport avec l'intégration sociale et le développement social. Ses domaines d'intérêt comprennent la sociologie du temps, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, la famille et les traditions, et la communication non verbale.

Contact : ileana.cinziana.surdu@gmail.com



Adriana Bondor prépare un doctorat de sociologie à l'Université de Bucarest. Elle s'intéresse à l'histoire et à la sociologie, et ses travaux de recherche portent sur l'histoire de la sociologie roumaine. Au plan professionnel, elle a travaillé dans différents domaines : histoire sociale, histoire de la sociologie en Roumanie, études culturelles et études sur la mémoire, et communisme en Roumanie et en Europe. Elle souhaite à l'avenir se consacrer à la sociologie de la culture.

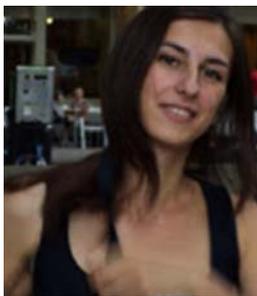
Contact : adrianabondor@yahoo.com



Alina Costiana Stan poursuit son doctorat conjointement à l'Université de Bucarest en Roumanie et à l'Université Lille 2 en France. Ses recherches portent sur le problème de la violence au travail et sur la qualité des relations de travail dans le secteur public en Roumanie. Elle s'intéresse particulièrement à l'influence des institutions légales sur les processus sociaux, à la discrimination au travail, aux questions de genre et à la sociologie de l'administration publique.

Contact : costiana_stan@yahoo.com





Elena Tudor est étudiante en doctorat de sociologie et assistante de recherche à l'Université de Bucarest et à l'Institut de Recherche pour la Qualité de Vie (Académie roumaine). Elle s'intéresse aux migrations internationales et à leur gouvernance. Elle a participé, pour le compte de la Commission européenne et d'ONG locales, à des projets de recherche sur les migrations et les politiques adoptées envers les groupes vulnérables.

Contact : elenatudor7@yahoo.com



Miriam Cihodariu prépare un doctorat de sociologie à l'Université de Bucarest, après des études de doctorat en anthropologie à l'Université Johannes Gutenberg de Mayence (Allemagne). Elle a travaillé comme enseignante et chercheuse auprès de différents groupes. Son instrument privilégié de recherche est la *narrative mental map* (carte mentale narrative), dont elle se considère l'une des pionnières. Sa thèse de doctorat s'appuie sur plus de trois années de recherche narrative portant sur les festivals et sur la reconstitution de communautés. Pour plus de renseignements sur son parcours universitaire, consulter <http://miriamcihodariu.com/index.html>

Contact : miriam.cihodariu@gmail.com



Mihai-Bogdan Marian est titulaire d'une licence de droit de l'Université de Bucarest (UB) et de deux masters dans les domaines de la sécurité nationale et de la sécurité de l'environnement international, et prépare actuellement un doctorat à l'École doctorale de l'UB. Il s'intéresse aux changements sociopolitiques liés à la mondialisation dans les sociétés modernes, un thème sur lequel il souhaite poursuivre ses travaux.

Contact : mihaimarb@yahoo.com



Lucian Rotariu est sociologue et étudiant en doctorat à la Faculté de Sociologie et du Travail social de l'Université de Bucarest. Au cours des trois dernières années, il a organisé des séminaires dans les domaines de la Sociologie de la Déviance et de la Sociologie du Droit.

Contact : stefan.rotariu@sas.unibuc.ro



Monica Alexandru est sociologue et travaille actuellement pour le bureau d'études EXACT Research and Consulting à Bucarest. Elle a terminé en 2012 sa thèse de doctorat sur les migrations internationales, la mobilité sociale et l'incohérence des statuts. Ces dernières années, elle a travaillé avec de nombreuses organisations internationales et instituts de recherche sur les questions de l'immigration et de la traite des êtres humains.

Contact : alexandru_monica@yahoo.com



Balázs Telegdy est actuellement professeur adjoint en sciences sociales à l'Université hongroise Sapientia de Transylvanie (Roumanie). Il est titulaire d'un master en sociologie de l'Université Babeş-Bolyai, où il a étudié les disparités au niveau des problèmes sociaux entre les différentes régions de Roumanie. Il travaille actuellement à sa thèse sur l'histoire de la sociologie roumaine, à l'Université de Bucarest. Ses autres sujets de recherche sont la sociologie de la transition, la confiance dans les institutions et l'analyse des réseaux sociaux.

Contact : telegdyb@yahoo.com



Cătălina Petre est une étudiante en doctorat passionnée, inscrite à l'École Doctorale de Sociologie ainsi qu'à l'École Doctorale en Sciences Sociales de l'Université de Bucarest. Elle a reçu une bourse de recherche de quatre mois pour aller étudier la sociologie de la vie quotidienne à l'Université Libre de Bruxelles, en Belgique. Elle s'intéresse à la sociologie du corps, à la communication non verbale, à la sociologie des organisations et à la gestion des ressources humaines. Sa thèse de doctorat s'intitule « La perception des jeunes femmes concernant les standards de beauté de la société roumaine ».

Contact : gulieacatalina@yahoo.com



Oana Mara Stan est titulaire d'une licence de psychologie et de sociologie, d'un master de gestion des ressources humaines et d'un doctorat de sociologie de l'Université de Bucarest. Elle travaille depuis huit ans comme experte en ressources humaines pour des entreprises multinationales dans le secteur de la distribution et des médias. Ses domaines d'intérêt et d'expertise comprennent le Laboratoire de Recherche sociale comparative, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, le développement des banlieues, l'orientation professionnelle. Elle travaille actuellement en coopération avec l'équipe internationale de recherche Cranet sur l'évaluation comparative des ressources humaines et les relations du travail.

Contact : oanamara2000@yahoo.ca